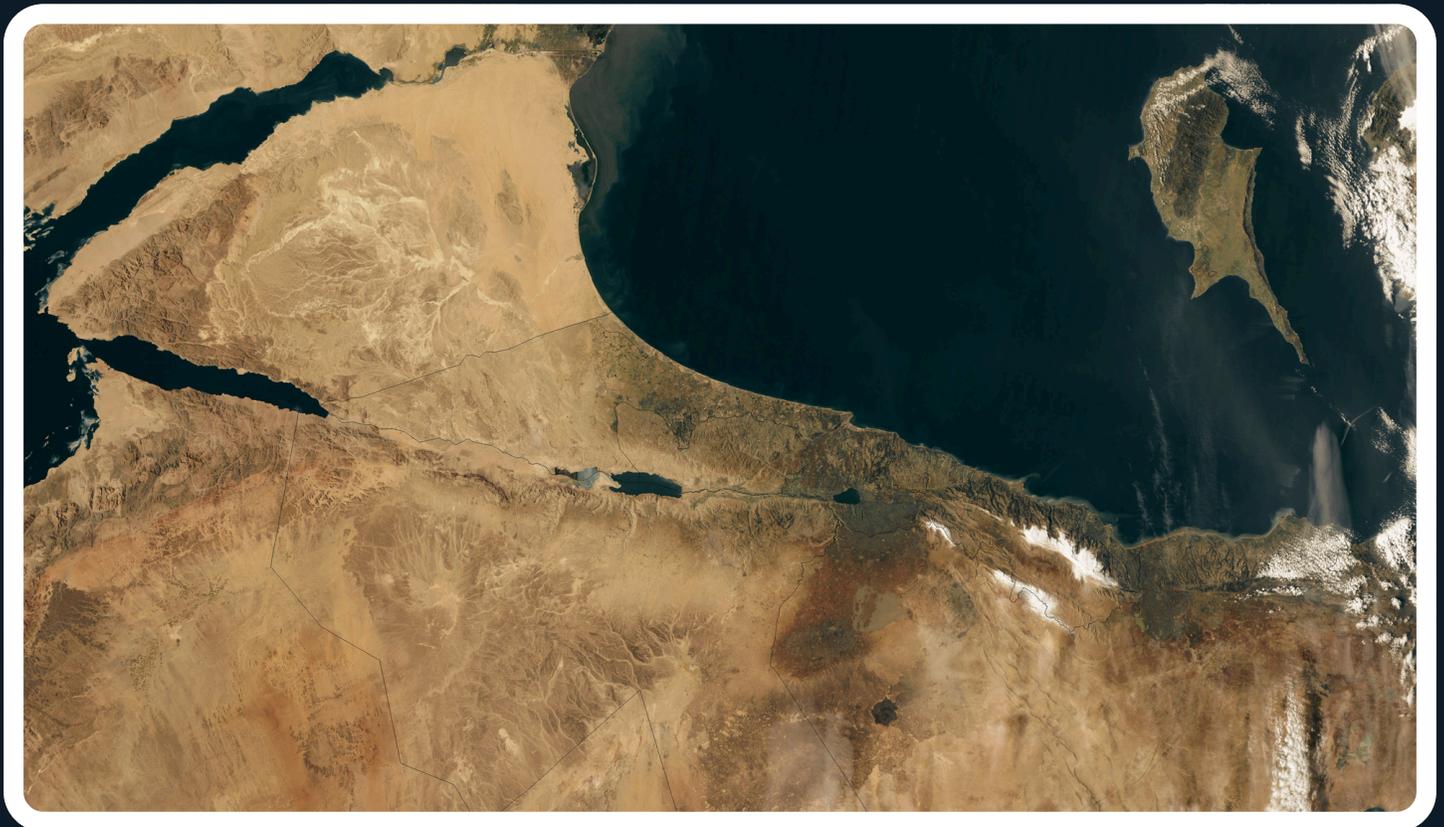


ISRAËL ET PALESTINE

Dossier
géopolitique
du CEGESMO

1 / été 2024

**PERSPECTIVES HISTORIQUES
ET ENJEUX ACTUELS**



**Histoire du
sionisme**

**L'Europe dans le
conflit**

**La cause
palestinienne**

**Israël dans le
Moyen-Orient**



CENTRE D'ÉTUDES GÉOPOLITIQUES SUR LE MOYEN-ORIENT



CEGESMO

Le Centre d'études géopolitiques sur le Moyen-Orient (CEGESMO) est un laboratoire d'idées (*think tank*) qui se consacre à l'étude et à l'analyse des enjeux géopolitiques du Moyen-Orient contemporain.

Le CEGESMO est établi à Strasbourg, ville-carrefour située au cœur de l'Europe dont l'université est réputée depuis le XIX^{ème} siècle pour son excellence dans le domaine des études orientales.

Fière de cette tradition, notre équipe de jeunes chercheurs et professionnels, originaires d'Europe et de pays du Moyen-Orient, vise à apporter une meilleure compréhension de cette région complexe en combinant connaissance des langues et des cultures locales à l'application d'une méthode d'analyse inspirée de l'école française de géopolitique.

DIRECTEURS DE LA PUBLICATION :

THOMAS TRONET ET ESMAIL JASEM

@CEGESMO

CEGESMO.ORG

CONTACT@CEGESMO.ORG

Éditorial

Le Centre d'études géopolitiques sur le Moyen-Orient (CEGESMO) est né au début de l'année 2024 du désir d'anciens étudiants des facultés d'études orientales et islamologiques de l'université de Strasbourg de créer une structure visant à étudier cette région complexe, portée par des chercheurs qui connaissent l'histoire, les langues et les cultures de cet espace.

Notre structure était toujours en formation lorsque le Hamas a porté son attaque contre Israël le 7 octobre 2023. Plusieurs mois après cet événement qui remodèle encore aujourd'hui le Moyen-Orient et déchire les gouvernements et opinions publiques en Europe, nous avons choisi de publier notre premier dossier sur ce sujet en faisant appel à des chercheurs, étudiants et professionnels spécialistes de ce sujet.

L'attaque du 7 octobre 2023 et ses conséquences ont profondément bouleversé la dynamique géopolitique du Moyen-Orient, ravivant des tensions latentes et remettant en question les équilibres fragiles de la région. Face à cette situation complexe, le CEGESMO se donne pour mission d'apporter son éclairage, à l'aide d'articles et d'infographies, et en s'appuyant sur les compétences variées de ses membres et collaborateurs.

Ce premier dossier vise à décrypter les multiples facettes du conflit israélo-palestinien, en examinant non seulement les événements récents, mais aussi leurs racines historiques et leurs implications futures.

Ce dossier, fruit d'un travail collaboratif, propose une analyse multidimensionnelle de la situation israélo-palestinienne, en étudiant ses fondements historiques, les dynamiques actuelles, les enjeux économiques ou encore les perspectives futures.

L'objectif de ce dossier est de fournir à nos lecteurs des clés pour appréhender les multiples facettes de ce conflit et ses implications régionales et internationales.

En tant que jeune structure, le CEGESMO aspire à contribuer au débat public sur les enjeux du Moyen-Orient. Nous espérons que ce premier dossier suscitera réflexions et discussions, et qu'il constituera une ressource précieuse pour tous ceux qui cherchent à comprendre les complexités de cette région.

Nous vous invitons à explorer ce dossier avec un esprit ouvert et critique, et nous restons à l'écoute de vos retours et réflexions pour enrichir notre travail futur.

Nous tenons à remercier pour leur soutien les membres fondateurs du CEGESMO ainsi que les enseignants et étudiants de l'université de Strasbourg, en particulier ceux de ses départements d'études orientales.

Nos plus vifs remerciements sont également adressés à ceux qui ont accepté de collaborer avec nous pour ce dossier.

Esmail Jasem et Thomas Tronet

SOMMAIRE

- 1 *Quelles sont les différentes branches du sionisme ?*
- 5 *L'Empire ottoman et le sionisme : une relation complexe au crépuscule d'un empire*
Thomas Tronet
- 8 *Brève chronologie du Nouveau Yishouv*
- 11 *Gaza-Israël : les sept scénarios d'une contagion régionale.*
Othman El Kachtoul
- 15 *Le paysage politique palestinien : un aperçu des principaux partis et mouvements politiques palestiniens*
- 18 *Le Silicon Wadi et l'effort de guerre israélien.*
Thomas Tronet
- 20 *Les minorités non-juives dans les Forces de défense israéliennes*
- 21 *Gisements de gaz au large de Gaza, quelles conséquences ?*
Antoine Mestrallet
- 24 *Israël et les États arabes : des guerres à la coopération*
- 28 *De Madrid aux Accords d'Abraham : l'évolution des dynamiques de paix et de conflit au Moyen-Orient.*
Esmail Jasem
- 32 *Un territoire en évolution : chronologie du conflit israélo-palestinien depuis 1967*
- 35 *Israël et l'Azerbaïdjan : un partenariat stratégique*
Thomas Tronet, suivi de notes sur les Juifs d'Azerbaïdjan, Tamerlan Quliyev
- 39 *Qu'est-ce que l'Axe de la Résistance ?*
- 46 *La Turquie et Israël : entretien avec Samim Akgönül*
- 50 *Les relations militaires complexes entre la France et Israël*
- 52 *Après le 07 octobre 2023, quelles perspectives européennes ?*
Briac Louit
- 56 *Les aides européennes dans le conflit israélo-palestinien, de la polémique à l'impasse.*
Lukas Beauvière
- 59 *La République française et l'Église catholique à Jérusalem*

Quelles sont les différentes branches du sionisme ?

Le **sionisme** est un mouvement **nationaliste** apparu à la fin du XIX^{ème} siècle dans le but d'établir une **patrie juive**, dans un contexte de persécutions des juifs en Europe (Affaire Dreyfus, pogroms dans l'Empire russe) se concentrant finalement sur la région de la **Palestine**.

Après la création de l'État d'**Israël** en 1948, le sionisme est devenu une **idéologie** soutenant le développement et la protection d'Israël en tant qu'**État juif**.

Plusieurs branches distinctes du sionisme ont émergé :

- Fondé par Theodor Herzl dans les années 1890.
- But d'établissement d'un État juif par des moyens politiques et diplomatiques.
- Considérait que la
- « question juive » était un problème politique nécessitant une solution internationale.
- A organisé le premier Congrès sioniste en 1897.

Sionisme politique



Theodor Herzl
(1860-1904)

A largement atteint son objectif avec l'établissement de l'État d'Israël, mais fait face à des défis permanents concernant la légitimité et la sécurité d'Israël.

Dans *Der Judenstaat* (1896) Herzl évoque l'idée de l'**Argentine** comme terre d'accueil des Juifs.

En 1903 le gouvernement britannique proposa l'**Ouganda**.

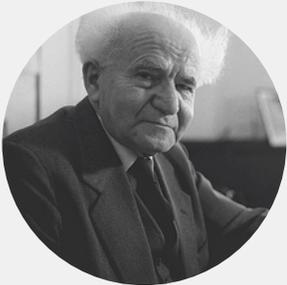
L'**Oblast autonome juif** fut créé en 1934 en Sibérie, avec comme langue officielle le **yiddish** et non l'hébreu.

Dans *Altneuland* (1902), Herzl présente sa vision utopique du futur État juif en Palestine, un État technologiquement avancé, sans armée de métier, laïc, où une coexistence pacifique existerait entre Juifs et Arabes.

À la fin du livre, un rabbin qui mène un parti politique nationaliste qui souhaite restreindre la citoyenneté et le droit de vote aux seuls Juifs est sévèrement battu aux élections et est condamné à l'exil.

L'Israël d'aujourd'hui diffère considérablement de cette vision, notamment par l'existence d'un conflit persistant avec les Palestiniens, le rôle crucial de l'armée, et l'importance croissante des groupes et partis religieux.

Sionisme travailliste



David Ben Gourion
(1886-1973)

Autrefois dominant, le sionisme travailliste et ses partis politiques ont été marginalisés dans la politique israélienne au cours des dernières décennies.

- Combinait le sionisme avec des principes socialistes.
- Croyait qu'un État juif ne pouvait être créé que par les efforts de la classe ouvrière juive.
- Plaidait pour les *kibboutzim*, les *moshavim*, et un prolétariat juif en Palestine.
- A dominé de nombreuses institutions sionistes pré-étatiques et la politique israélienne des premières années.

- Fondé par Ze'ev Jabotinsky dans les années 1920 comme une opposition nationaliste au sionisme travailliste dominant.
- Appelait à l'établissement d'un État juif sur les deux rives du Jourdain.
- Soutenait des tactiques militantes et l'utilisation de la force pour atteindre les objectifs sionistes.

Sionisme révisionniste



Vladimir Jabotinsky
(1880-1940)

Le successeur idéologique du sionisme révisionniste, le Likoud, est devenu la principale force de droite en Israël.

Sionisme religieux



Rav Kook
(1865-1935)

- Considère la colonisation juive de la Terre d'Israël comme faisant partie du processus de rédemption messianique.
- A gagné en importance surtout après la conquête par Israël de la Cisjordanie en 1967.
- Soutient l'annexion et la colonisation des terres accordés par Dieu aux juifs selon la Bible.
- Allié à la droite israélienne.

De plus en plus influent, mais certains affirment qu'il risque de perdre ses fondements moraux et spirituels.

L'Empire ottoman et le sionisme : une relation complexe au crépuscule d'un empire

Thomas Tronet

À la fin du XIXe siècle, l'Empire ottoman était confronté à de lourds défis : tentatives de modernisation, difficultés financières, ou encore montée des mouvements nationalistes au sein de l'Empire. C'est alors qu'un nouveau mouvement nationaliste émergea en Europe, et qui allait profondément influencer l'avenir de la région : le sionisme. Le mouvement sioniste, officiellement établi lors du Premier Congrès sioniste de Bâle en 1897, visait à créer un foyer pour les Juifs du monde entier en Palestine, alors terre ottomane.

L'Empire ottoman, qui contrôle la Palestine depuis le début du XVIe siècle, est à la fin du XIXe siècle une puissance déclinante, « l'Homme malade de l'Europe » selon la célèbre formule. La période des *Tanzimat* (1839-1876) avait cherché à moderniser l'empire sur le modèle occidental et à promouvoir un « ottomanisme » inclusif, mais sous le règne du sultan Abdülhamid II (1876-1909), on assista à un glissement vers une accentuation de l'identité islamique comme force unificatrice. C'est dans ce contexte difficile que le pouvoir ottoman dut faire face à l'émergence du mouvement sioniste.

Theodor Herzl, le fondateur du sionisme politique moderne, prit rapidement conscience de la nécessité d'obtenir le soutien ottoman pour réaliser sa vision. En 1901, Herzl rencontra le sultan Abdülhamid II, lui proposant un plan audacieux : des financiers juifs aideraient à alléger la dette substantielle de l'Empire ottoman, estimée à environ 200 millions de livres, en échange d'une augmentation de l'immigration juive en Palestine. Cette offre arrivait à un moment critique pour l'Empire, qui avait été contraint d'accepter la mise en place en 1881 de l'humiliant *Düyûn-ı Umûmiye*, l'administration de la dette publique ottomane par des États européens, limitant considérablement sa souveraineté économique.

Malgré les avantages financiers potentiels, Abdülhamid II refusa de lier l'allègement de la dette aux concessions au projet sioniste d'installation en Palestine. La réticence du sultan ne provenait pas seulement de la crainte d'encourager le séparatisme, mais aussi d'une préoccupation plus profonde de maintenir l'équilibre précaire du pouvoir et de l'identité de l'Empire. Le pouvoir ottoman percevait de plus en plus le sionisme comme un projet colonial européen qui pourrait menacer le contrôle impérial sur la Palestine tout en réveillant le nationalisme arabe.

Les efforts diplomatiques d'Herzl, aidés par le noble polonais Philipp Michael von Newlinski, un diplomate austro-hongrois proche du sultan, se poursuivirent jusqu'en 1902. Ces négociations se déroulèrent sur fond d'intérêt international croissant pour la région. L'Empire allemand, sous le règne de Guillaume II, augmentait son influence dans l'Empire ottoman, complexifiant encore le paysage diplomatique pour les aspirations sionistes. Herzl, qui était un admirateur de l'Allemagne et de Guillaume II, rencontra le Kaiser en 1898 à Constantinople puis à Jérusalem. L'empereur fit montre de sa sympathie à l'égard du projet sioniste, notamment intéressé par le renforcement potentiel de son allié ottoman grâce à ce mouvement, mais son soutien n'alla pas plus loin.

L'administration ottomane de la Palestine elle-même ajoutait des couches de complexité à la question. Le *mutasarrif* de Jérusalem créé en 1872 et qui couvrait un territoire comprenant Jaffa, Gaza, Hébron et Beer-Sheva, avait un statut spécial, relevant directement de la Sublime Porte. Cette fragmentation administrative permettait parfois des variations locales dans la mise en œuvre des politiques, certains gouverneurs, comme Mehmet Pacha à Jérusalem dans les années 1890, étant plus réceptifs aux achats de terres et à l'immigration sionistes.

Pendant ce temps, le mouvement sioniste était loin d'être monolithique. Alors qu'Herzl poursuivait une diplomatie de haut niveau, d'autres courants du sionisme prenaient racine. Les sionistes culturels, menés par Ahad Ha'am, envisageaient la Palestine comme un centre spirituel et culturel pour les Juifs plutôt qu'un État politique.

Les sionistes travaillistes, qui gagnaient en influence, se concentraient sur la construction d'une nouvelle société juive par le travail manuel et l'agriculture collective, ces entreprises modifiant lentement les réalités sur le terrain.

Les réactions des résidents arabes de Palestine aux premiers colons sionistes furent mitigées. Certains s'engageaient dans la vente de terres et la coopération, tandis que d'autres organisaient l'opposition, voyant l'immigration juive comme une menace à leurs propres aspirations nationales. Cette tension émergente entre Arabes et sionistes ajoutait une autre couche de complexité aux calculs ottomans.

La révolution des Jeunes-Turcs de 1908 sembla initialement offrir de nouvelles possibilités au sionisme au sein d'un État ottoman réformé. Cependant, le nouveau régime devint bientôt méfiant à l'égard du sionisme, le considérant comme un facteur croissant de division et d'instabilité, à l'instar des mouvements nationalistes arabes. L'interaction entre le sionisme et le nationalisme arabe devint un facteur critique dans l'élaboration de la politique ottomane. La Première Guerre mondiale marqua un tournant décisif. Certains sionistes, comme David Ben Gourion (qui apprit le turc et fut étudiant en droit à Constantinople), avaient initialement prôné la loyauté envers l'État ottoman, envisageant même de servir dans l'armée ottomane. Cependant, à mesure que la guerre progressait, les intérêts sionistes s'alignèrent de plus en plus sur les objectifs de guerre britanniques.

La formation de la Légion juive pour combattre aux côtés des forces britanniques contre les Ottomans symbolisa ce changement. La Déclaration Balfour de 1917, exprimant le soutien britannique à un foyer national juif en Palestine, souligna davantage la transformation du sionisme, passant d'un mouvement cherchant une accommodation au sein du système ottoman à un allié des ennemis de l'Empire. L'engagement de l'Empire ottoman avec le sionisme fut façonné par ses luttes plus larges avec la modernité, les défis économiques et la montée du nationalisme parmi ses sujets divers. Les Juifs ottomans, comme Emmanuel Carasso, se trouvèrent dans une position complexe, affirmant souvent leur loyauté envers l'État ottoman tout en naviguant dans les courants du nationalisme juif.

En fin de compte, l'échec de l'Empire ottoman à accommoder les aspirations sionistes tout en maintenant le contrôle sur la Palestine reflétait son incapacité plus large à résoudre les tensions entre la gouvernance impériale et les nationalismes émergents. L'effondrement de l'Empire au lendemain de la Première Guerre mondiale ouvrit la porte au Mandat britannique et à une nouvelle phase dans l'histoire du sionisme et du nationalisme palestinien.

L'héritage de cette période continua à façonner la région longtemps après la disparition de l'Empire ottoman. Les subtilités des relations ottomano-sionistes préfigurèrent bon nombre des complexités qui allaient caractériser le conflit israélo-palestinien et le positionnement ultérieur de la Turquie dans la politique du Moyen-Orient.

En conclusion, la relation entre l'Empire ottoman et le mouvement sioniste fut marquée par des manœuvres diplomatiques, des conflits idéologiques et les forces puissantes de l'impérialisme et du nationalisme qui remodelaient le Moyen-Orient. Comprendre cette période des dernières décennies de la domination ottomane est crucial pour appréhender les défis contemporains dans la région.



Carte de la Palestine ottomane, 1909.

Brève chronologie du Nouveau Yishouv

Le Yishouv désigne la communauté juive présente en Palestine avant l'établissement de l'État d'Israël (1948).

Le Yishouv se divise en deux grandes périodes :

l'Ancien Yishouv pré-sioniste, principalement concentré dans les quatre villes saintes du judaïsme (Jérusalem, Hébron, Safed et Tibériade), et le Nouveau Yishouv, composé d'immigrants sionistes qui ont jeté les bases du futur État à partir du XIXème siècle.

Le développement du Nouveau Yishouv a été considérablement influencé par des facteurs géopolitiques, notamment les politiques de l'Empire ottoman puis du Mandat britannique, la croissance du mouvement sioniste, et les tensions croissantes avec la population arabe locale.

1897

Premier Congrès sioniste tenu à Bâle plaçant le mouvement sioniste sur la scène internationale.

1920

La Société des Nations accorde au Royaume-Uni un Mandat sur la Palestine, la chargeant d'établir un foyer national juif.

1904-1914

La Deuxième Aliyah amène environ 35 000 immigrants juifs en Palestine, principalement d'Europe de l'Est. Les tensions avec la population arabe locale commencent à s'intensifier.

1936-1939

La Révolte arabe en Palestine vise à la fois le Yichouv et les autorités britanniques. La Grande-Bretagne limite l'immigration juive dans le *White Paper* de 1939.

1917

La Déclaration Balfour annonce le soutien britannique à l'établissement d'un « foyer national » juif en Palestine.

1947

L'Assemblée générale des Nations Unies vote le partage de la Palestine en États juif et arabe.

1948

Déclaration d'indépendance de l'État d'Israël, le déclenchement de la guerre israélo-arabe provoque l'exode de nombreux palestiniens (*Nakba*).

1949

Israël signe des accords d'armistice, s'étendant au-delà des frontières du plan de partage de l'ONU. Le Yichouv évolue en l'État d'Israël.

1967

Lors de la Guerre des Six Jours, Israël occupe la Cisjordanie, la bande de Gaza, le plateau du Golan et la péninsule du Sinaï. Une nouvelle réalité géopolitique se met en place.



Palestiniens fuyant la Galilée, 1948.



Le rabbin Slomo Gioren entouré de soldats israéliens devant le *Kotel*, après la prise de la vieille ville de Jérusalem, 1967.

Les sept scénarios d'une contagion régionale

Othman El Kachtoul

Pour analyser la situation actuelle et envisager des solutions durables, il est primordial de considérer tous les scénarios possibles d'escalade de la guerre actuelle ainsi que leurs moteurs. Ces réflexions doivent orienter les efforts de la communauté internationale vers une résolution, allant au-delà du scénario qui a jusqu'à présent capté le plus l'attention internationale, notamment celui impliquant le Hezbollah. Bien que la prudence ait été un temps de rigueur parmi les acteurs, la réalité est que tous se préparent en fait à la guerre, et qu'une escalade est déjà (partiellement) en cours. Les sept scénarios suivants, qui ne sont pas mutuellement exclusifs, sont envisageables.

Premier scénario : la contagion vers le Liban

Le déclenchement d'une guerre totale entre le Liban et Israël pourrait engendrer un conflit plus grave que celui de 2006. Actuellement, Téhéran semble avoir opté pour un sacrifice partiel du Hamas, permettant ainsi de préserver les capacités du Hezbollah, qui occupe une position plus importante dans la hiérarchie de ses alliés. Cependant, l'Iran maintient une menace crédible, notamment pour prévenir l'élimination totale des capacités militaires du Hamas à Gaza.

Le Hezbollah pourrait initier les hostilités en fonction de l'évolution de la situation, mais Israël également, où certaines voix estiment qu'il n'y aura pas de meilleure opportunité politique pour affronter une menace qui n'a fait que renforcer ses capacités depuis le dernier conflit, ainsi que pour inciter un engagement américain plus résolu, y compris contre l'Iran.

Le passé démontre que l'escalade involontaire reste une possibilité. Tout indique que l'attaque du Hamas du 7 octobre a eu des conséquences plus importantes que ses auteurs ne l'avaient anticipé, provoquant une réaction conséquente d'Israël. Il n'est pas non plus à exclure que l'Iran cherche à tirer parti d'une situation où Israël serait affaibli militairement et politiquement suite à ses opérations à Gaza.



Khamenei.ir

Défilé du Hezbollah libanais, l'une des menaces qui pèse sur Israël.

Deuxième scénario : le jeu des proxies

La stratégie de l'Iran peut s'étendre à d'autres fronts. Téhéran pourrait user et use déjà de menaces indirectes, telles que des incidents dans le golfe Persique. D'autres mandataires pourraient cibler Israël depuis diverses localisations : le Yémen, avec des missiles balistiques, la Syrie, via des drones ou des roquettes, ou encore par des attaques à l'étranger. Les États-Unis, en Irak mais aussi en Syrie, ainsi que les pays du Golfe pourraient être des cibles potentielles pour Téhéran. Ces stratégies moins directes pourraient être adoptées par l'Iran dans le but d'éviter une conflagration régionale majeure. Cependant, cela ne garantit pas qu'elles n'entraînent pas une escalade malgré tout.

Troisième scénario : la nouvelle nakba

Un autre scénario d'escalade envisageable est le déplacement forcé de la population palestinienne de Gaza, qui pourrait s'effectuer progressivement ou de manière brutale. Un tel événement aurait inévitablement des répercussions internationales. Actuellement, les transferts de population à l'intérieur de la bande de Gaza et les évacuations, bien que très limitées et effectuées pour des raisons humanitaires vers l'Égypte, sont perçus dans nos pays comme un nettoyage ethnique et comme une « nouvelle Nakba » dans le monde arabe.

Si un exode du territoire palestinien devait se produire, sans perspective de retour, les régimes de plusieurs pays arabes — y compris l'Égypte et la Jordanie, mais aussi des pays ayant normalisé ou presque normalisé leurs relations avec Israël — feraient face à une pression extrême.

Cette situation augmenterait non seulement les risques sociaux et économiques, mais aussi les risques politiques et même terroristes dans ces pays. En outre, les accusations de « nettoyage ethnique » portées contre Israël compliqueraient la position diplomatique de ses alliés et partenaires.

Quatrième scénario : l'effondrement de l'Autorité palestinienne

Les incidents en Cisjordanie, impliquant des attaques de colons et des raids de l'armée israélienne, comme à Jénine, pourraient également mener à une escalade horizontale. Des groupes tels que le Jihad islamique ou les Brigades de Jénine pourraient prendre le contrôle de l'Autorité palestinienne.

La stratégie d'attaques des colons contre les Palestiniens et l'attitude asymétrique de l'armée israélienne se sont intensifiées chaque année depuis 2017. Ces attaques, parfois de grande envergure, contribuent aux déplacements de population et sont en accord avec les projets d'annexion de la zone C par l'extrême droite israélienne.

Ces attaques ont atteint un sommet depuis les attentats du Hamas et ont entraîné morts, arrestations et restrictions accrues de la mobilité.

Le risque d'une flambée de violence en Cisjordanie est exacerbé par la fragilité de l'Autorité palestinienne, ainsi que par le chômage et la pauvreté de dizaines de milliers de travailleurs palestiniens privés d'accès au marché du travail israélien.

Cinquième scénario : une crise autour de Jérusalem

La situation à Jérusalem est également source de préoccupation pour les observateurs. Les tensions avec la droite religieuse et les restrictions accrues d'accès aux sites religieux pourraient potentiellement déclencher une crise. Le risque d'une telle crise à Jérusalem représente une opportunité pour modifier le statu quo, comme l'indiquent les tensions actuelles autour du quartier arménien.

Sixième scénario : résurgence des attaques terroristes.

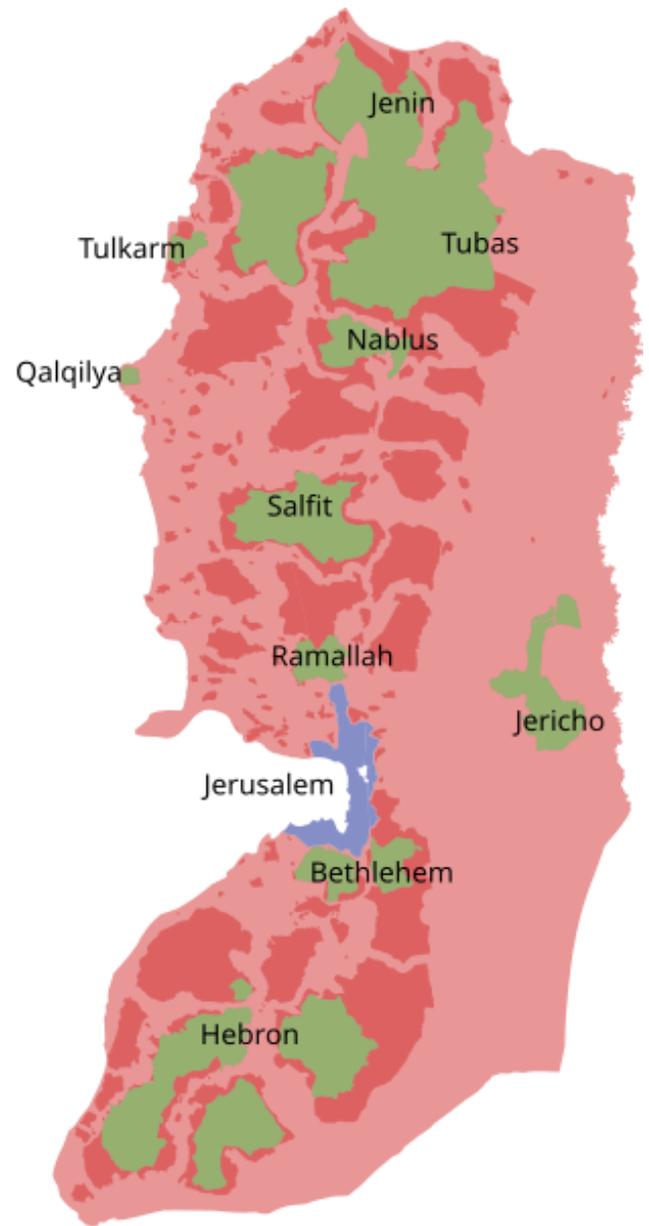
Un scénario additionnel est la recrudescence du terrorisme, motivée ou prétextée par la crise actuelle au Moyen-Orient. Cette crise pourrait affecter à moyen terme la menace terroriste internationale, mais un impact à court terme n'est pas à écarter.

La stratégie adoptée pour l'attaque du Hamas du 7 octobre envisage des attaques terroristes contre les intérêts israéliens et ceux de pays considérés comme alliés d'Israël, ou contre des cibles juives assimilées à Israël, y compris dans des pays «non alignés». De telles attaques, dans le contexte actuel, chercheraient à exacerber les tensions internes et la rhétorique qui confond diverses entités : Juifs et Israéliens, Hamas et Palestiniens. Enfin, il y a le risque d'un regain du terrorisme international, y compris à Gaza où le Hamas a combattu pendant la dernière décennie des cellules djihadistes affiliées à Daech.

Septième scénario : une crise de la diplomatie multilatérale

Enfin, le fossé international créé par les événements des derniers mois et le débat actuel, même dans les pays occidentaux, sur l'intensification de la tendance à la « purification ethnique » pourraient mener à une escalade diplomatique. La mobilisation d'organes tels que l'Assemblée générale des Nations Unies, le Conseil des droits de l'homme, l'UNESCO, ou d'institutions comme la Cour pénale internationale (déjà saisie), voire le G20, pourrait revenir sur le devant de la scène. Cela rappelle les débats autour de la résolution qui établissait une équivalence entre sionisme et racisme. Les efforts occidentaux concernant les questions stratégiques, de l'Ukraine (risque de perdre des voix lors du prochain vote de l'AGNU) au climat (risque de pollution lors de la COP28), pourraient en être affectés.

Le fait que plusieurs éléments de ces scénarios différents aient déjà commencé à se manifester, comme les tensions en Cisjordanie et l'activisme des Houthis, suggère un facteur commun dans l'éventualité d'une escalade régionale très progressive. Selon la métaphore bien connue de la grenouille qui se laisse ébouillanter lorsque la montée de la température se fait graduellement, la crise de Gaza ébouillanterait progressivement les parties impliquées, les impliquant trop progressivement pour qu'elles s'en rendent compte. Bien que les protagonistes fassent preuve de prudence, ils ne vont pas, jusqu'à l'écriture de ces lignes, vers une désescalade. Ce scénario rendrait la réponse internationale, et en particulier occidentale, plus complexe. En effet, en l'absence d'une conflagration évidente, nous risquons de réagir tardivement à une situation qui s'aggrave. Les déclarations et attitudes de plusieurs des pays occidentaux, qui ajustent leurs positions et déclarations a posteriori plutôt qu'en anticipation, confirment ce risque.



Ben Fox Rubin/CNET

Jérusalem-Est (sous contrôle jordanien de 1948 à 1967) a été de facto **annexée** par Israël.

60% de la Cisjordanie est sous contrôle civil et sécuritaire israélien (**zone C**).

22% sous contrôle civil palestinien, avec une implication israélienne pour les questions sécuritaires (**zone B**).

18% du territoire est sous contrôle civil et sécuritaire de l'Autorité palestinienne (Ramallah, Jéricho, Naplouse, etc.) (**zone A**).

Le paysage politique palestinien

Un aperçu des principaux partis et mouvements politiques palestiniens

OLP



- L'**Organisation de Libération de la Palestine (OLP)** représente les Palestiniens à l'échelle internationale.
- Fondée en 1964 à Jérusalem.
- Reconnue comme « seule représentante légitime du peuple palestinien » par l'ONU en 1974.
- Dominée par la faction du Fatah.
- Signataire des Accords d'Oslo en 1993, établissant l'Autorité palestinienne.



Mahmoud Abbas (1935-...) Président de l'Autorité palestinienne depuis 2005. Partisan de la solution à deux États, ses relations sont tendues avec Israël et le Hamas. Critiqué en Palestine pour son autoritarisme, la corruption de son gouvernement et le manque de démocratie. Les dernières élections datent de 2006.

Fatah



- La plus grande faction, de tendance nationaliste.
- Fondé à la fin des années 1950 au Koweït, initialement axé sur la lutte armée, puis passé aux négociations.
- Dirigé par Mahmoud Abbas, qui préside également l'Autorité palestinienne.
- Acteur clé des Accords d'Oslo et des négociations de paix ultérieures avec Israël.
- Confronté à des divisions internes et à des défis de factions rivales, en particulier le Hamas.

Des partis marxistes-léninistes

Front populaire de libération de la Palestine (FPLP)



- Organisation marxiste-léniniste fondée en 1967 par George Habash.
- Deuxième plus grande faction au sein de l'OLP après le Fatah.
- Prône la lutte armée contre Israël.
- S'oppose aux Accords d'Oslo et à la solution à deux États.
- Désigné comme organisation terroriste par l'UE.



PLP/Al Hadaf Photographer, Public domain, via Wikimedia Commons

Front démocratique pour la libération de la Palestine (FDLP)



- Troisième plus grande faction de l'OLP.
- Marxiste-léniniste, de gauche.
- Soutient les négociations avec Israël.
- Fondé en 1969 par Nayef Hawatmeh
- Prône une solution à deux États, basée sur les frontières de 1967.



Council.gov.ru, CC BY 4.0 - <https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>, via Wikimedia Commons

Les fondateurs des deux partis sont chrétiens. George Habash est grec-orthodoxe et Nayef Hawatmeh catholique melkite.

Des partis islamistes

Le Hamas et le Jihad islamique n'appartiennent pas à l'OLP

Hamas



- Parti islamiste issu des Frères musulmans, fondé en 1987.
- Contrôle la bande de Gaza, se concentre sur la résistance armée contre Israël.
- Désigné comme organisation terroriste par l'UE.
- A remporté les élections législatives palestiniennes en 2006, conduisant à une scission politique avec le Fatah.
- Gère un vaste réseau d'institutions sociales et caritatives à Gaza.



Ismail Haniyeh (1963-...)
chef du Bureau politique du Hamas, dirigeant de facto de la Bande de Gaza.

Jihad islamique



- Groupe militant islamiste fondé en 1981 en Égypte.
- Rejette les négociations avec Israël et les accords de paix.
- Engagé dans la lutte armée pour établir un État palestinien islamique.
- Allié au Hamas, principalement actif dans la bande de Gaza.
- Considéré comme organisation terroriste par l'UE.



Le Jihad islamique est généralement considéré comme plus radical et plus proche de l'Iran que le Hamas.

L'impact de la guerre sur le Silicon Wadi israélien

Thomas Tronet

Le Silicon Wadi, l'équivalent israélien de la Silicon Valley californienne, est un pôle technologique majeur qui joue un rôle crucial dans l'économie du pays.

Pesant 15% du PIB et 50% des exportations, les hautes technologies sont devenues un véritable moteur de croissance pour Israël. Cependant, le récent conflit avec le Hamas menace de perturber cet écosystème florissant de plus de 6000 startups, la plus forte densité au monde après la Silicon Valley.

Qu'est-ce que le Silicon Wadi ?

Le Silicon Wadi fait référence à un pôle de hautes technologies en Israël, principalement concentré autour de Tel Aviv, Haïfa et Jérusalem. Son succès s'appuie sur plusieurs facteurs :

- L'accent mis par Israël sur l'éducation, en particulier dans les sciences et les hautes technologies, avec des universités et des centres de recherche de rang mondial.
- Une culture encourageant l'entrepreneuriat et l'innovation, Israël comptant le plus de startups par habitant au monde.
- La présence de géants comme Microsoft, Google, Apple ou Intel, attirés par le vivier de talents, qui y ont établi des centres de R&D.
- Des *success stories* comme Waze (rachetée par Google), Mobileye (rachetée par Intel) ou encore Fiverr et Wix cotées au Nasdaq.

Le rôle crucial de l'unité 8200 de Tsahal

L'unité 8200, une unité de l'Aman (renseignement militaire israélien) spécialisée dans le renseignement d'origine électromagnétique (SIGINT), est étroitement liée à l'essor du Silicon Wadi.

De cette unité d'élite sort de nombreux entrepreneurs travaillant sur des technologies de pointe (cybersécurité, *big data*, IA...). Leur expérience au sein du renseignement militaire leur a appris à travailler sous pression sur des projets complexes.

De nombreux alumni de la 8200 ont ainsi fondé des startups à succès comme Check Point (cybersécurité), Wix ou ICQ. Les compétences et le réseau développés au sein de l'unité sont des atouts clés pour se lancer dans l'entrepreneuriat tech.

Cependant, le lien étroit entre sphère militaire et civile soulève aussi des questions éthiques, certaines technologies pouvant être utilisées à des fins de surveillance de masse (le *spyware* Pegasus de l'entreprise NSO Group par exemple, fondée par trois anciens soldats de l'unité 8200) ou vendues à des régimes autoritaires.



Soldats de l'unité 8200

Contribution à l'industrie militaire et à l'économie

Les technologies développées dans le Silicon Wadi, souvent issues de l'unité 8200, contribuent à renforcer les capacités de l'armée israélienne dans des domaines comme :

- Le système antimissile *Iron Dome*
- Les drones et la robotique
- L'optronique et les capteurs
- Le renseignement et la cyberdéfense

De nombreuses startups et les grands groupes comme Elbit ou IAI travaillent ainsi sur des technologies de défense de pointe. L'innovation joue un rôle clé pour maintenir la supériorité militaire d'Israël face à ses voisins.

Plus largement, la high-tech est devenue un moteur de l'économie israélienne, pesant 15% du PIB et 50% des exportations. Le secteur attire des investissements étrangers massifs : 11,5 milliards de dollars en 2021, soit 50% des dépenses de R&D du pays.

L'impact de la guerre contre le Hamas

Le conflit actuel avec le Hamas risque cependant de fragiliser cet écosystème florissant :

- La mobilisation des réservistes, dont beaucoup travaillent dans la tech, perturbe l'activité des startups.
- La guerre affecte la confiance des investisseurs étrangers et pourrait freiner les financements et les implantations de multinationales, malgré des mesures de soutien.

- Les accords d'Abraham de 2020 conclus entre Israël et des États arabes, qui devaient doper les échanges tech, sont menacés.

Si le conflit devait durer, il pourrait avoir des conséquences à long terme comme des départs de cerveaux ou des délocalisations. L'impact sur la coopération régionale, au-delà des seuls Accords d'Abraham, est aussi un enjeu, des pays comme les Émirats misant sur un partenariat technologique.

Conclusion

Malgré ces défis, les fondamentaux du Silicon Wadi restent solides grâce au capital humain, à la culture entrepreneuriale et au soutien de l'État. L'écosystème a déjà démontré par le passé sa résilience face aux conflits.

Une fois la situation stabilisée, la créativité et l'agilité des startups israéliennes devraient leur permettre de rebondir et de continuer à innover, en s'appuyant sur leurs atouts clés :

- Une R&D de pointe adossée aux universités et aux instituts comme le Technion ou l'université Weizmann.
- Une ouverture à l'international, Israël étant l'un des pays les plus connectés au monde.
- La capacité à transformer les contraintes en opportunités, comme le montre le programme *Innofense* du ministère de la Défense pour soutenir les startups développant des technologies à double usage (*dual use*), c'est-à-dire pouvant avoir des applications à la fois civiles et militaires.

Les minorités non-juives dans les Forces de défense israéliennes

En Israël, plusieurs minorités non-juives servent dans les Forces de défense israéliennes (Tsaahal) aux côtés de la majorité juive.

Les Druzes

- Les Druzes sont le seul groupe non-juif majeur soumis à la conscription obligatoire, depuis 1956.
- Les Druzes servent dans des unités d'élite de Tsaahal et comme officiers.
- Les hommes druzes ont un taux d'enrôlement plus élevé que la population juive.
- Les Druzes ont conclu un « pacte de sang » (*brit damim*) avec l'État hébreu.



Israeli Defence Forces Spokesperson's Unit

Les Circassiens

- Petit groupe ethnique musulman originaire du Caucase.
- Présents dans deux villages de Galilée, Kfar Kama et Rehaniya.
- Les hommes circassiens sont enrôlés dans Tsaahal selon les mêmes lois de conscription que les Juifs.
- Les jeunes générations ne parlent souvent que l'hébreu, contrairement aux anciennes générations qui connaissaient l'arabe et le circassien.



Israeli Defence Forces Spokesperson's Unit

Les Bédouins

- Groupe nomade arabe musulman, dont beaucoup vivent dans le désert du Néguev.
- Exemptés de la conscription mais nombreux sont volontaires, avec 1500 servant actuellement.
- Servent principalement dans le Bataillon de reconnaissance du désert (Unité 585), utilisant leurs compétences de pistage pour patrouiller les frontières, notamment celles de Gaza.



Israeli Defence Forces Spokesperson's Unit

Gisements de gaz au large de Gaza, quelles conséquences ?

Antoine Mestrallet

En 1999 la découverte de pétrole au large de la bande de Gaza ouvre l'espoir d'une autonomie énergétique et financière pour les Palestiniens. Situé à 36km des côtes, à 600m de profondeur, le réservoir est rapidement estimé à 35 milliards de m³ de gaz, ce qui génèrerait un revenu de 800 millions de dollars par an.

L'arrivée tardive et improbable de cette ressource va évidemment aiguïser les appétits des puissances voisines. Et ajouter un élément supplémentaire dans une équation déjà complexe. Les tensions entre le Hamas et l'Autorité Palestinienne, l'ingérence israélienne, l'arrivée de la Russie et de l'Egypte comme médiateurs...

En quoi la présence de gaz est-il un élément majeur de la crise qui agite le Proche-Orient ? Comment analyser l'évolution de la situation à travers ce prisme et comprendre les intérêts des différents acteurs qui s'opposent ?

L'exploitation des ressources pétrolières d'un pays est un processus long et complexe qui demande des investissements importants et une stabilité politique rare dans cette région du monde.

La première phase consiste à trouver le gisement et à évaluer son contenu grâce à des puits qui sont forés à partir d'une plateforme. C'est ce que l'on nomme l'exploration et cela peut prendre plusieurs années, surtout pour des gisements offshore comme c'est le cas pour les gisements Marine 1 et 2.

Le gaz extrait est ensuite acheminé par bateau ou pipeline jusqu'à une zone de raffinage. C'est la phase de production. Le gros avantage du gaz par rapport au pétrole est qu'il est beaucoup plus facile à traiter et demande des infrastructures moins onéreuses. On parle alors de raffinage et de distribution.

Exploitation bloquée depuis 20 ans

Un mémorandum est signé le 8 novembre entre *British Gas*, une compagnie britannique, et CCC, un conglomérat lié à l'Autorité Palestinienne. Dès la signature de l'accord pour l'exploitation, le premier ministre israélien, Ehud Barak, organise un blocus et réserve l'exploitation des gisements pour un futur État palestinien.

Pour le gouvernement israélien, l'exploitation autonome des réserves naturelles palestiniennes est une ligne rouge. Les flux entrants dans Gaza sont soigneusement contrôlés et coupés si besoin en cas de crise grave. Nous l'avons vu après l'attaque du 7 octobre. La solution proposée a donc été d'acheminer le gaz sur les côtes israéliennes, de l'offrir à prix réduit aux Israéliens et d'envoyer les fonds dans une banque de New York afin de contrôler la manière dont ils sont utilisés.

En 2006, la prise de pouvoir du Hamas à Gaza complique les choses. Le mouvement est prêt à accepter l'accord, mais le gouvernement se rétracte en indiquant "qu'aucune redevance ne doit être payée aux Palestiniens". Les revenus pourront être échangés en nature pour nourrir la population. Devant la montée des tensions, l'armée opère un blocus sur Gaza, ce qui diminue la popularité du Hamas.

Dans les années 2010, émerge l'idée d'un accord de la Palestine avec la Russie, qui pourrait utiliser sa marine de guerre pour protéger les installations pétrolières. Un accord d'exploration est signé en 2013 avec Gazprom pour rechercher d'autres gisements. En 2018, Shell, qui a racheté British Gas, revend ses parts à des sociétés privées palestiniennes.

L'idée d'une solution d'exploitation internationale, indépendamment des événements politiques, s'envole avec cette décision. Aucune entreprise ne veut ajouter au risque technique le risque politique. Une plateforme de production est une cible impossible à défendre, et la multiplicité des acteurs empêche de trouver une solution qui satisferait tout le monde.

Les négociations sont toujours très longues, d'autant plus qu'elles fluctuent en fonction de la situation politique explosive à Gaza. En mai 2023, un accord est signé entre une compagnie égyptienne et l'Autorité Palestinienne pour l'exploitation du gaz.

Il est difficile de dire de quelle manière les Israéliens ont pesé sur ces négociations et quel est leur moyen de contrôle. La relation entre le Hamas et l'Autorité Palestinienne étant difficile, il n'est pas à exclure que cette dernière ait réussi à contourner la zone de Gaza. La médiation égyptienne aurait ainsi servi les intérêts de Ramallah, de Tel Aviv et du Caire.

La terrible attaque du 7 octobre, qui a été d'une ampleur sans précédent, nous indique qu'un point de non-retour avait été franchi. L'action du Hamas, si elle a permis de ralentir le rapprochement israélo-saoudien, a pu ainsi empêcher la mise en application de ce nouvel accord.

De la même manière, la réaction d'Israël, qui a été qualifiée d'excessive par de nombreux observateurs, soulève plusieurs questions. La volonté affichée de rayer Gaza et de déplacer les populations aura pour impact de récupérer la souveraineté sur la côte. Cela permettrait au gouvernement israélien de mettre la main sur les ressources énergétiques et de couper définitivement l'accès à la mer.

Quelles solutions envisager ?

Les difficultés de l'opération israélienne à Gaza laissent actuellement pencher pour un retour au statu quo. La guerre est longue, coûteuse, et le soutien américain se réduit. L'arrivée de l'élection aux États-Unis se fait sentir, le camp démocrate ayant besoin d'une situation pacifiée afin d'aborder cette échéance sereinement.

Du côté de l'opinion publique, l'utilisation des réseaux sociaux penche pour un soutien au peuple palestinien malgré la très bonne relation de Tel Aviv avec les médias traditionnels.

Ces éléments hypothèquent les chances d'un déplacement de population à grande échelle. Les considérations éthiques et les difficultés techniques qui s'y opposent sont en effet insurmontables.

De la même manière, l'occupation de la plage sera coûteuse sur le long terme, et celle de Gaza Nord ne changera pas la donne, les champs étant situés le long de la frontière sud. Le plus grand camp de réfugiés, qui correspond à la zone sûre mise en place par Tsahal, est ainsi juste en face des gisements.

Le dernier point à prendre en compte est la notion de long terme. Alors que les événements se succèdent sur la côte depuis la victoire de David contre Goliath et la chute de Jérusalem, le gaz est présent depuis plusieurs millions d'années. Il semble ainsi intéressant pour les acteurs d'attendre une période plus stable où ils seront capables de profiter pleinement de ce trésor. Reste à savoir de quelle manière les profits seront partagés.



Israël et les États arabes : des guerres à la coopération

Cette infographie retrace l'évolution complexe des relations entre Israël et les États arabes depuis 1948. Elle se divise en trois parties clés :

- Les conflits majeurs qui ont façonné les premières décennies, de la guerre d'indépendance à la guerre du Kippour.
- Les accords de paix et de normalisation, du traité égypto-israélien aux récents Accords d'Abraham, marquant une ère de coopération croissante.
- Les défis actuels, incluant le conflit israélo-palestinien, l'opinion publique arabe, l'instabilité régionale et la guerre Israël-Hamas de 2023-2024.

Ce panorama offre une vue d'ensemble des moments clés et des enjeux persistants dans les relations israélo-arabes au Moyen-Orient.

Les guerres

- **1948-1949 : Première guerre israélo-arabe**
 - Israël déclare son indépendance, les États arabes envahissent son territoire.
 - Victoire israélienne, expansion du territoire.
- **1956 : Crise du canal de Suez**
 - Israël, le Royaume-Uni et la France envahissent le Sinaï égyptien.
 - Retrait israélien sous pression américaine et soviétique.
- **1967 : Guerre des Six Jours**
 - Israël lance des frappes préventives contre l'Égypte, la Jordanie, la Syrie.
 - Israël capture le Sinaï, Gaza, la Cisjordanie, le plateau du Golan.
- **1973 : Guerre du Kippour**
 - L'Égypte et la Syrie attaquent Israël pendant la fête de Yom Kippour.
 - Gains arabes initiaux, contre-offensive israélienne victorieuse.



Armée de Terre

La France est intervenue en 1956 pour protéger ses intérêts économiques dans le canal de Suez et pour contrer l'influence de Nasser, un important soutien aux rebelles algériens.

Prise par les troupes égyptiennes d'un bunker de ligne Bar-Lev, à l'est du canal de Suez, 13 octobre 1973.

La ligne Bar-Lev était une chaîne de fortifications construite par Israël le long de la rive est du canal de Suez après la guerre des Six Jours, conçue pour se défendre contre les attaques égyptiennes et considérée comme impénétrable jusqu'à ce qu'elle soit submergée pendant la guerre du Kippour.



La coopération

- **1979 : Traité de paix égypto-israélien**
 - Israël restitue le Sinaï à l'Égypte.
 - L'Égypte devient le premier État arabe à reconnaître Israël.
- **1994 : Traité de paix israélo-jordanien**
 - Résout les différends territoriaux.
 - Établit une coopération économique et sécuritaire.
- **2020 : Accords d'Abraham**
 - Les Émirats arabes unis et Bahreïn normalisent leurs relations avec Israël.
 - Le Soudan et le Maroc suivent le mouvement.
 - Ouvre la voie au commerce, aux investissements et au tourisme avec Israël.



Discours d'Anouar el-Sadate à la Knesset en 1977. L'Égypte fut exclue de la Ligue arabe de 1979 à 1989 en raison de sa reconnaissance de l'État d'Israël.



Signature des Accords d'Abraham entre le président des États-Unis, le premier ministre d'Israël, les ministres des affaires étrangères du Bahreïn et des Émirats arabes unis à la Maison Blanche le 15 septembre 2020.

Les freins à la normalisation

- **Conflit israélo-palestinien**
 - Absence de résolution des questions clés : frontières, Jérusalem, réfugiés.
 - La violence récurrente fragilise les liens d'Israël avec les États arabes.
- **Opinion publique arabe négative**
 - Les sondages montrent que la majorité des Arabes s'opposent encore aux liens avec Israël.
 - Pression sur les gouvernements pour limiter la coopération.
- **Instabilité régionale**
 - Menaces de l'Iran et de ses alliés comme le Hezbollah.
 - Répercussions des conflits en Syrie, au Liban et au Yémen.
- **Guerre Israël-Hamas 2023-2024**
 - Les combats les plus intenses depuis 2014.
 - Met à l'épreuve les nouveaux partenariats d'Israël avec les pays du Golfe.
 - L'Égypte, la Jordanie et le Qatar tentent une médiation avec un succès limité jusqu'à présent.

Alors que le gouvernement égyptien maintient des liens diplomatiques et économiques pragmatiques avec Israël sur la base du traité de paix de 1979, l'opinion publique reste majoritairement négative.

Une majorité d'Égyptiens s'oppose à la reconnaissance diplomatique d'Israël.

Le conflit de 2023 a tendu les relations officielles à un niveau sans précédent, l'Égypte mettant notamment en garde contre le gouvernement israélien par rapport à son projet de déplacement des Gazaouis vers le Sinaï.

Malgré les efforts du gouvernement pour équilibrer les intérêts stratégiques et jouer un rôle de médiateur dans le conflit, il subsiste un fossé important entre la politique officielle et le sentiment du public, qui soutient fortement la cause palestinienne et est largement favorable au boycott d'Israël.

Des manifestants égyptiens montrent leur soutien à la Palestine à la sortie de la prière du vendredi à la mosquée Al-Azhar du Caire, le 13 octobre 2023.



De Madrid aux Accords d'Abraham : l'évolution des dynamiques de paix et de conflit au Moyen-Orient

Esmail Jasem

Trois décennies de quête de paix au Moyen-Orient

La Conférence de Madrid tenu le 30 octobre 1991 fut la première tentative internationale appuyée par les États-Unis et l'Union soviétique visant à initier un processus de paix entre Israël et les pays arabes.

Cette initiative était considérée comme une étape préliminaire essentielle à l'établissement d'une paix durable et à la prospérité économique au Moyen-Orient. Cette conférence fut suivie par les accords d'Oslo (1993/1995) qui ont établi la Déclaration de principes (le 13 septembre à Washington) établissant un cadre de négociations afin de progresser vers la paix.

Au début du XXI^e siècle, les régimes arabes privilégient la paix plutôt la normalisation, d'où le dicton arabe « *assalām qabla attaṭbī* » (la paix précède la normalisation). Dans cet esprit, l'ancien prince-héritier saoudien Abdallah ben Abdelaziz Al-Saoud a proposé une initiative pour la paix, connu sous le nom d'Initiative de paix arabe, en 2002 à Beyrouth lors du Sommet de la Ligue arabe.

Cette initiative fut réaffirmée au sommet de la Ligue arabe de 2007 à Riyad et visait à résoudre le conflit israélo-arabe, en améliorant les relations entre les deux parties en échange du retrait total des territoires occupés, du retour des réfugiés palestiniens et du retrait israélien du plateau du Golan occupé.

Cependant, cette initiative fut catégoriquement rejetée par le gouvernement israélien, et depuis lors, le processus de paix tombe dans l'oubli.

Or, les révolutions qui ont secoué le monde arabe à partir de 2011 ont eu un impact considérable sur le Moyen-Orient, modifiant les alliances et les perceptions des ennemis et des amis. Israël n'est plus perçu comme une menace existentielle par certains régimes arabes, qui considèrent certains pays, notamment l'Iran et la Turquie, ainsi que certains partis et groupes islamistes, tels que les Frères musulmans, le Hezbollah et Daech, comme les véritables ennemis de leurs nations.

Ainsi, le dicton « la paix précède la normalisation » est devenu obsolète. C'est dans ce contexte que le président américain Donald Trump a réussi, par le biais des Accords d'Abraham (entre le 15 septembre et le 20 décembre 2020) à réunir Israël, les Émirats arabes unis, Bahreïn, le Maroc et le Soudan autour de la même table pour conclure un traité de paix et forger une alliance stratégique.

La diplomatie délicate des Accords d'Abraham : entre conflits et coopération

Les Accords d'Abraham ont impliqué deux membres du Conseil de Coopération du Golfe (CCG), les Émirats arabes unis et Bahreïn, créant ainsi une situation délicate parmi les six membres fondateurs du Conseil (Arabie saoudite, Koweït, Qatar, Oman, Émirats arabes unis et Bahreïn).

Ces pays adoptent des positions variées, voire contradictoires, à l'égard de l'État hébreu. Alors que les Émirats arabes unis et Bahreïn reconnaissent officiellement Israël comme État souverain, la normalisation entre le Koweït et Israël n'est pas à l'ordre du jour. En effet, en mai 2021, le Parlement koweïtien a unanimement approuvé un projet de loi criminalisant toute forme de normalisation avec Israël. Quant au Sultanat d'Oman, bien qu'il entretienne des relations commerciales avec Israël, il refuse de le reconnaître tant qu'un État palestinien n'aura pas été créé.

Quant à l'Arabie saoudite, bien qu'elle ne reconnaisse pas encore officiellement Israël, des négociations avancées en coulisses entre les deux pays sont en cours. Du point de vue saoudien, il est devenu clair qu'une normalisation avec Israël est nécessaire pour contrer l'influence croissante de l'Iran, qui renforce ses alliances autour de royaume saoudien. Ces alliances incluent le Hamas à Gaza, les Houthis au Yémen, les Unités de mobilisation populaire en Irak (*al-ḥašd ašša'biy*), le régime et les milices chiites en Syrie, ainsi que le Hezbollah libanais.

Les Saoudiens cherchent donc à renforcer leurs défenses contre l'Iran, ses alliés et proxies, et surtout ses missiles et drones. L'attaque contre des sites pétroliers saoudiens le 14 septembre 2019 par des drones et des missiles houthis, qui sont aujourd'hui impliqués dans la guerre israélo-palestinienne, est une preuve supplémentaire de la capacité de l'Iran à utiliser ses alliés pour causer des dégâts considérables en Arabie saoudite et perturber la navigation internationale en mer Rouge.

Israël représente un soutien crucial pour Riyad dans le cadre de son plan *Saudi Vision 2030* face à la montée en puissance de l'Iran et de ses alliés. Selon Ilan Berman, vice-président de l'*American Foreign Policy Council* à Washington, le dialogue entre Tel-Aviv et certains pays du CCG s'est intensifié car : « stratégiquement, Israël et les États du Golfe partageaient depuis longtemps de profondes préoccupations concernant le comportement régional déstabilisant de l'Iran et ses ambitions nucléaires tenaces. »

Bien que l'Arabie saoudite n'ait pas encore officialisé ses relations avec Israël, les deux pays ont renforcé leur coopération en matière de sécurité et de partage de renseignements pour contrer Téhéran.

Cependant, le dialogue israélo-saoudien n'est pas sans difficulté. La question palestinienne conditionne ce dialogue, notamment après les attaques du 7 octobre 2023. La riposte israélienne contre le Hamas a remis en question tout le processus de paix entamé avec les Accords d'Abraham.

L'Arabie saoudite souhaite conserver son rôle de leader du monde arabe, et l'établissement d'un État palestinien devient donc une condition préalable à la normalisation des relations avec Israël. Les États-Unis souhaitent que Tel-Aviv et Riyad parviennent à un accord, car cela réduirait l'influence chinoise dans la région et isolerait davantage l'Iran.

Le Qatar, médiateur improbable entre Israël et le Hamas

Le Qatar est le premier membre du Conseil de Coopération du Golfe à reconnaître Israël de facto depuis le début des années 1990, et à accueillir, avec Oman, un bureau de représentation commerciale israélien en 1996.

Cette flexibilité, influencée par un dogme religieux, permet au Qatar d'être un médiateur entre Israël et le Hamas chaque fois qu'un conflit éclate entre eux. Ce pays, qui est le troisième plus grand exportateur de gaz naturel au monde, a réussi à améliorer sa communication et son soft power au cours des dernières deux décennies grâce à des initiatives comme Al-Jazeera, l'organisation de la Coupe du monde, et son alliance stratégique avec l'Occident, notamment les États-Unis.

Le Qatar a également contribué indirectement à l'accélération du processus de paix qui a abouti aux Accords d'Abraham. En raison de son soutien aux mobilisations sociales dans le monde arabe, surtout aux Frères musulmans, certains pays arabes ont opté pour une alliance avec Israël pour contrecarrer la montée en puissance des mouvements islamistes soutenus par le Qatar. L'Arabie saoudite a également entamé un dialogue avec Israël en partie pour contrer les Frères musulmans dans le monde arabe.

Le Qatar entretient des relations constructives avec l'Iran, qui a sévèrement critiqué les Accords d'Abraham et le dialogue israélo-saoudien. La crise du Golfe de 2017, qui a opposé le Qatar à l'Arabie saoudite, aux Émirats arabes unis et à Bahreïn, a renforcé les liens économiques et politiques entre Doha et Téhéran.

Depuis, la République islamique a intensifié son soutien militaire et financier à ses alliés, notamment le Hamas, en particulier la branche militaire, les Brigades al-Qassam, qui ont orchestré les attaques de 7 octobre 2023. Les principaux cadres de l'aile politique du Hamas sont hébergés à Doha, et ceux sont eux qui mènent des activités diplomatiques à l'étranger sous l'égide qatari.

Doha a déjà contribué à l'établissement de cessez-le-feu lors des précédents conflits entre Israël et Gaza, ce qui fait du Qatar le principal soutien à Hamas.

Cependant, les attaques du 7 octobre menées par la branche armée du Hamas marquent un tournant pour sa branche politique. Moussa Abou Marzouq, vice-président de l'aile politique à Doha, affirme que les chefs non militaires ignoraient les détails des attaques dévastatrices du 7 octobre.

Si la branche armée du Hamas avait dissimulé les détails aux dirigeants politiques, cela indiquerait que la branche armée ne fait probablement plus confiance à Doha, craignant que celle-ci puisse informer Tel-Aviv de leurs plans.

De plus, les récentes révélations selon lesquelles la direction politique du Hamas envisage de quitter Doha pourraient indiquer que la question des otages est gérée par la branche armée et non l'aile politique. Les attaques du 7 octobre a également placé Doha sous des critiques sévères de la part des Occidentaux et de certains États arabes.

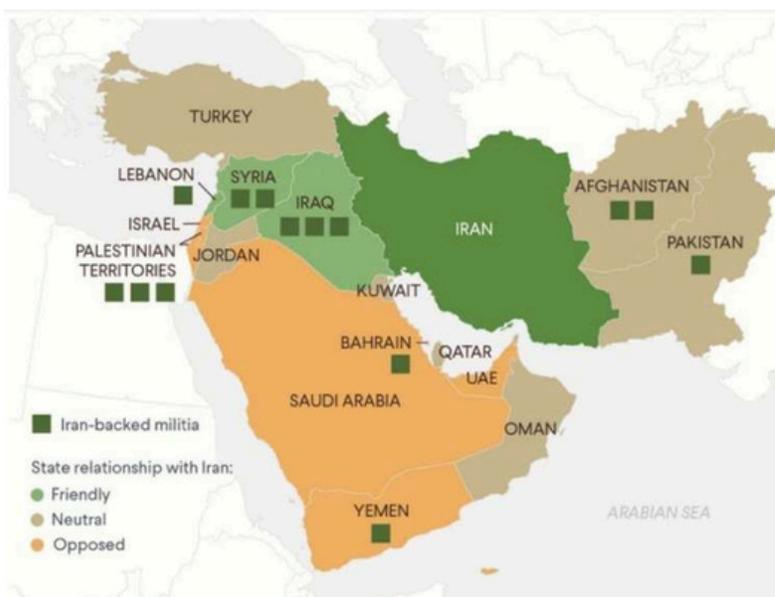
Conclusion

En somme, la guerre actuelle entre Israël et Gaza a chamboulé la dynamique géopolitique au Moyen-Orient, où l'on croyait avant le 7 octobre que la région était en passe de renouer avec la stabilité. Cette illusion de stabilité n'a pas duré.

Chaque acteur régional au Moyen-Orient utilise ses réseaux diplomatiques et/ou ses alliés et proxies pour établir une nouvelle réalité politique. Le conflit d'intérêts entre Israël, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis d'un côté, et l'Iran, le Qatar et leurs alliés de l'autre côté, montre à quel point la crise humanitaire actuelle est utilisée stratégiquement par ces pays pour étendre leurs zones d'influence.

La normalisation entre l'Arabie saoudite et Israël est conditionnée par la création d'un État palestinien. Du point de vue israélien, cette création ne peut se faire qu'après l'éradication du Hamas.

En revanche, l'Iran et ses alliés ne permettront pas l'établissement d'un État palestinien sous l'égide saoudienne, d'autant plus que presque toute la zone qui sépare Israël, l'Arabie saoudite et l'Iran est sous l'influence iranienne.



From Council on Foreign Relations, Iran's regional armed network, updated 1 March 2021, CC BY-NC-ND 4.0. Image cropped.

Un territoire en évolution : chronologie du conflit israélo-palestinien depuis 1967

La Guerre des Six Jours de 1967 a marqué un tournant décisif dans le conflit israélo-palestinien, bouleversant dans ses fondements le paysage géopolitique au Moyen-Orient.

Cette chronologie retrace les événements clés, les négociations et les conflits qui ont façonné les relations israélo-palestiniennes depuis ce moment charnière.

Des conséquences immédiates de la guerre jusqu'à nos jours, nous explorons comment les changements territoriaux, l'évolution des dynamiques de pouvoir et l'évolution des aspirations nationales ont influencé la lutte continue pour la paix et la souveraineté dans la région.



Carte israélienne de 1967

1967

Guerre des Six Jours. Israël occupe la Cisjordanie, Gaza, Jérusalem-Est et le Golan. Changement radical de l'environnement géopolitique, début de l'occupation.

1987

Début de la Première Intifada. Soulèvement populaire palestinien contre l'occupation israélienne, médiatisation internationale du conflit.

1993

Signature des Accords d'Oslo. Reconnaissance mutuelle Israël-OLP, création de l'Autorité palestinienne, espoir de paix.

2000

Échec du sommet de Camp David II et début de la Seconde Intifada. Effondrement du processus de paix, escalade de la violence.

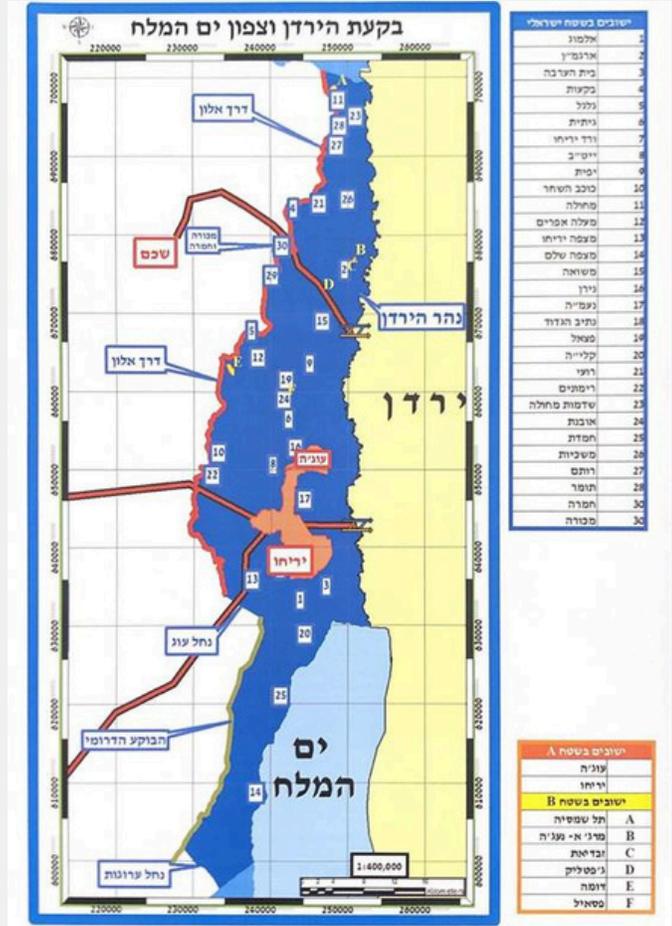
2005

Retrait unilatéral israélien de Gaza. Fin de la présence israélienne à Gaza, mais maintien du blocus.

2006

Le Hamas remporte les élections législatives palestiniennes. Division politique palestinienne, tensions accrues avec Israël.

Projet israélien d'annexion de la vallée du Jourdain (2019)



Malgré la signature des Accords d'Oslo, Israël a poursuivi ses efforts pour consolider son contrôle sur la Cisjordanie (appelée « Judée et Samarie » par Israël). Cette politique s'est manifestée de diverses manières, notamment par l'expansion des colonies existantes et l'établissement de nouvelles implantations, l'encouragement à l'installation de colons israéliens, et même encore le développement de parcs naturels sous contrôle israélien. Bien que justifiées par Israël comme nécessaires à sa sécurité, ces politiques sont largement considérées par la communauté internationale comme contraires à l'esprit des Accords d'Oslo et comme des obstacles majeurs à la réalisation d'une solution à deux États.

2014

Guerre majeure entre Israël et le Hamas à Gaza. Destructons massives à Gaza, roquettes sur Israël, impasse diplomatique.

2018

Les États-Unis reconnaissent Jérusalem comme capitale d'Israël. Rupture avec le consensus international, colère palestinienne.

2023-2024

Attaque surprise du Hamas contre Israël, la plus meurtrière depuis la création de l'État hébreu. En réponse, Israël a lancé une offensive militaire massive contre Gaza. Bouleversement de l'équilibre régional, ravivement des tensions israélo-palestiniennes, mise à l'épreuve de l'unité occidentale.

Kikar Hahatufim, la place des Otages à Tel Aviv



L'attaque du Hamas du 7 octobre 2023 a eu un impact psychologique profond sur la population israélienne. La brutalité et l'ampleur sans précédent de cette offensive ont créé un sentiment de vulnérabilité chez de nombreux Israéliens, comparable au traumatisme vécu par les Américains après les attentats du 11 septembre 2001.

Cette attaque, la plus meurtrière de l'histoire d'Israël depuis sa création en 1948, a fait environ 1 200 victimes israéliennes, majoritairement des civils. Plus de 250 personnes ont été prises en otage et emmenées à Gaza, dont certaines sont toujours détenues.

La bande de Gaza reste l'une des zones les plus densément peuplées au monde, avec une superficie d'environ 365 km² et une population estimée à plus de 2,3 millions d'habitants, soit environ 6 500 habitants/km².

Le territoire a subi des destructions massives depuis octobre 2023, avec environ 60-70% des infrastructures endommagées ou détruites. Israël maintient un blocus strict, renforcé depuis le conflit, contrôlant les frontières, l'espace aérien et l'accès maritime.

La frontière avec l'Égypte au point de passage de Rafah reste un point névralgique, ouverte de manière intermittente. Son statut est compliqué par les tensions diplomatiques croissantes entre Israël et l'Égypte, notamment depuis la prise de contrôle du côté gazaoui par Israël en mai 2024.

La fragmentation territoriale s'est accrue, avec des zones de *no man's land* et une concentration de population dans certaines zones urbaines. La communauté internationale et les Nations Unies jouent un rôle crucial dans les efforts de reconstruction et d'aide humanitaire, bien que leur action soit entravée par Israël.



Ecruised, influenced by user Rr016, CC BY-SA 4.0 - <https://creativecommons.org/licenses/by-sa/4.0/>, via Wikimedia Commons

Israël et l'Azerbaïdjan : un partenariat stratégique

Thomas Tronet

L'histoire particulière de l'Azerbaïdjan, pays sis aux confins des mondes turc, iranien et russe, en fait un État très original. Les Azerbaïdjanais sont un peuple turcophone, qui professent majoritairement l'islam chiite duodécimain, comme la plupart des Iraniens.

Néanmoins, la période soviétique a donné naissance à un État séculier et une population sécularisée, et aujourd'hui les liens forts avec la Turquie permettent le développement de l'islam sunnite dans le pays.

Parmi les États du Sud-Caucase - Arménie, Géorgie et Azerbaïdjan - ce dernier est celui qui est encore le plus divers ethniquement et religieusement.

La présence historique d'une minorité juive facilite les relations avec Israël. On trouve dans le nord du pays, dans le district de Quba, *Qırmızı Qəsəbə*, le « Village rouge », l'une des seules localités à majorité juive dans le monde en dehors d'Israël.

Le mouvement sioniste est implanté anciennement en Azerbaïdjan. Une branche des Amants de Sion (*Hovevei Zion*) fut d'ailleurs créée à Bakou en 1891.

Dès avril 1992, Israël a reconnu l'indépendance de l'Azerbaïdjan et établi des relations diplomatiques avec ce pays. L'année suivante, en 1993, une ambassade israélienne fut ouverte à Bakou afin d'affermir les liens entre les deux États.

Tel Aviv considère que l'Azerbaïdjan fait partie de sa « deuxième ceinture » qui rassemble notamment des États musulmans qui lui sont alliés, au-delà de la « première ceinture » des États arabes hostiles.

L'ambassadeur actuel est George Deek, nommé en 2019. Il a la particularité d'être un Arabe chrétien israélien, qui plus est avec des origines arméniennes du côté de son arrière-grand-mère paternelle, survivante du génocide arménien. Malgré quelques critiques de la communauté arménienne hiérosolymitaine, George Deek défend sans ambiguïté le partenariat stratégique entre Israël et l'Azerbaïdjan.

En retour, l'Azerbaïdjan a longtemps tardé à ouvrir une ambassade en Israël, préférant maintenir un canal de communication informel via les bureaux de la compagnie aérienne azerbaïdjanaise à Tel Aviv.

Ce n'est qu'en novembre 2022, trente ans après l'établissement des relations diplomatiques, que le parlement azerbaïdjanais a finalement approuvé l'ouverture d'une ambassade en Israël.

Ilham Aliyev
et le
président
d'Israël Isaac
Herzog à
Munich, 16
février 2024



Le premier ambassadeur azerbaïdjanais en Israël, Mukhtar Mammadov, a été nommé en janvier 2023. Vétéran de la diplomatie azerbaïdjanaise, il occupait auparavant le poste de vice-ministre de l'Éducation.

Les relations entre les deux États reposent sur un partenariat énergétique, militaire et géopolitique. Les deux États évoluent dans un environnement géopolitique menaçant et ont tous les deux des relations compliquées avec l'Iran.

D'un point de vue énergétique, Israël, pays entouré de pays pétroliers mais qui lui sont hostiles, a développé depuis les années 1990 des liens forts avec l'État caucasien afin de satisfaire ses besoins énergétiques.

Début 2024, Israël est même devenu le premier importateur d'hydrocarbures azerbaïdjanais dans le monde. Israël achète ainsi près de la moitié de son pétrole à Bakou. L'Azerbaïdjan, quant à lui, a exprimé son intérêt pour l'exploitation des gisements gaziers israéliens en Méditerranée orientale, notamment via la société nationale SOCAR (*The State Oil Company of Azerbaijan Republic*). En échange, l'Azerbaïdjan a accès aux technologies militaires israéliennes de pointe, notamment dans le domaine des drones.

Cela a donné un avantage décisif à Bakou lors de la deuxième guerre du Haut-Karabakh, qui a permis à l'Azerbaïdjan de récupérer l'entièreté de ce territoire.

Cette coopération militaire s'étend également à la formation des forces spéciales azerbaïdjanaises par Israël, à l'installation de systèmes de sécurité israéliens dans les aéroports de Bakou, et à la modernisation générale de l'armée azerbaïdjanaise.

Israël soutient l'Azerbaïdjan contre l'Arménie, État isolé du Caucase dont les principaux soutiens régionaux sont l'Iran et la Russie, alors que l'Azerbaïdjan est plus proche de l'Occident, tout en tentant de conserver de bonnes relations avec Moscou et Téhéran.

Les relations avec l'Iran restent tendues pour des raisons historiques et politiques.

L'Iran se méfie des velléités irrédentistes de l'Azerbaïdjan sur ce que Bakou appelle « l'Azerbaïdjan du Sud », c'est-à-dire les provinces du nord-ouest de l'Iran peuplées de turcophones.

Téhéran reproche aussi à Bakou ses liens trop proches avec Israël et l'accuse de permettre aux Israéliens d'espionner l'Iran depuis l'Azerbaïdjan.

Cette relation conflictuelle s'est manifestée par des exercices militaires menaçants de part et d'autre de la frontière, et par des échanges d'accusations virulentes entre les deux pays.

Si l'Iran tenta de dissuader son voisin de développer ses liens avec Israël, ce dernier est devenue au fil des ans un partenaire stratégique pour l'Azerbaïdjan, notamment dans le domaine militaire, ce qui lui permet notamment dans sa rivalité avec l'Arménie, allié traditionnel de Téhéran dans le Caucase, de reprendre le Haut-Karabakh et les régions occupées par l'Arménie.

Cette alliance stratégique avec Israël permet également à l'Azerbaïdjan de renforcer ses liens avec les États-Unis et l'Occident, tout en bénéficiant de la technologie et de l'expertise israéliennes dans divers domaines.



Drone israélien Harop, dont le rôle fut crucial dans la guerre du Haut-Karabagh de 2020.

Notes sur les Juifs d'Azerbaïdjan

Tamerlan Quliyev

L'Azerbaïdjan est un pays multiculturel et multiethnique. Ce pays caucasien est le foyer de différents peuples.

Historiquement situé dans une région particulièrement stratégique, l'Azerbaïdjan a toujours été la patrie commune de nombreux peuples en raison de sa composition ethnique et de son existence étatique. Bien que l'ancienneté des peuples qui habitent cette terre les ait historiquement amenés à être considérés comme des peuples autochtones, la réalité est que la majorité de ces peuples sont arrivés par migration ou ont été plus tard déplacés par la politique impériale de relocalisation de la population.

L'une de ces minorités est celle des Juifs. La majorité des Juifs d'Azerbaïdjan parlent le juhuri, ou judéo-tat, et font partie de groupes ethniques qui étaient déjà juifs avant de venir dans le Caucase au IV^{ème} siècle. Étant donné que certains Tates vivant en Azerbaïdjan sont aussi chrétiens ou musulmans, on suppose qu'ils se sont convertis plus tard du judaïsme à d'autres religions. Comme ils vivaient dans la région nord de l'Azerbaïdjan et dans les montagnes du Caucase (Derbent, Grozny), les ethnographes les ont appelés « Juifs des montagnes ». Ils ont toutefois préféré utiliser le nom « Juhud », qui est resté dans la langue azerbaïdjanaise. Cette dénomination est l'équivalent du mot « Juhuro » ou « Juvuro » utilisé dans les documents anciens.

Selon des sources locales du XIX^e siècle, les Juifs des montagnes vivaient en grand nombre dans le village de Kulgat à Quba et le village de Mucu à Ismayilli, ainsi qu'en petit nombre à Goychay, Sheki et Bakou.

En plus des Tates juifs, nous trouvons aussi en Azerbaïdjan des Juifs ashkénazes. La première arrivée de ces minorités religieuses en Azerbaïdjan remonte au XVIII^e siècle, après la conquête du Caucase par l'Empire russe. Après la division de l'État de Pologne, les Juifs d'Europe ont été autorisés à migrer vers l'ouest, le sud-ouest et le sud de la Russie sur ordre de l'impératrice russe Catherine I^{ère}. Cependant, la migration massive vers la région de l'Azerbaïdjan s'est intensifiée avec le traité de Turkmantchai signé après la guerre irano-russe (1826-1828). La deuxième migration massive a été l'afflux d'intellectuels juifs à Bakou à la fin du XIX^e siècle, à l'époque de la naissance de l'industrie pétrolière dans le bassin de la Caspienne.

Il est vrai que les Juifs des montagnes vivent sur les terres azerbaïdjanaises depuis plus longtemps que les Ashkénazes, mais ces derniers ont joué un rôle plus important dans le maintien de cette communauté, la construction de diverses synagogues et l'éducation des enfants juifs.

Les Ashkénazes se distinguent également des juifs des montagnes par leurs pratiques religieuses. A titre d'exemple, si le lieu de culte des Juifs des montagnes est le *numazi*, celui des Ashkénazes est la synagogue.

Les Tates sont un groupe ethnique iranien vivant principalement dans le Caucase, notamment en Azerbaïdjan et dans le sud du Daghestan (Russie), qui se distinguent par leur langue (le tat) et leur culture spécifique, avec des sous-groupes pratiquant différentes religions dont le judaïsme, l'islam et le christianisme.

En 1897, environ 2 500 Juifs vivaient à Bakou, dont la plupart étaient des Ashkénazes. En 1913, ce nombre avait déjà atteint 10 000 personnes. L'augmentation du nombre de ces communautés a conduit à l'ouverture de la première synagogue à Bakou en 1910. À cette époque, un *gymnasium* pour les Juifs séfarades a été ouvert à Bakou, mais non seulement eux, mais aussi les Juifs ashkénazes, les Juifs des montagnes et les Juifs de Géorgie pouvaient y recevoir une éducation. Il y avait également un certain nombre de *yeshivot* dans le centre-ville de Bakou, où étaient enseignés les préceptes et les livres saints du judaïsme.

En outre, l'Azerbaïdjan étant composé d'une majorité de musulmans, un gymnase destiné aux jeunes filles juives a été construit. À tel point que dans les premières années du XIXe siècle, la communauté juive de Bakou a même organisé un parti politique appelé « Poaley Sion » (Les ouvriers de Sion). Ce parti visait à résister aux difficultés créées par l'Empire russe à l'encontre des Juifs de la région occidentale.

La communauté juive est considérée comme l'une des plus actives parmi les minorités vivant sur le territoire de l'Azerbaïdjan. Il existe « le Centre d'amitié Azerbaïdjan-Israël », la société juive « Soxnut », les associations « Coynt » et « Vaad-L-Xatzola » chargées de préserver la culture juive, des écoles religieuses (*yeshivot*), l'association de femmes « Yeva » et d'autres organisations. La société d'amitié « Azerbaïdjan-Israël » publie également un journal intitulé « Az-Iz ». Afin que les Juifs d'Azerbaïdjan puissent continuer leur pratique religieuse, six synagogues fonctionnent actuellement dans la République d'Azerbaïdjan.

Deux d'entre elles se trouvent à Bakou, deux à Quba, deux à Oguz, dans des régions où les Juifs vivent en grand nombre.

Par ailleurs, l'une des synagogues de Bakou est plus récente et a été construite en 2003. Cette synagogue est considérée comme l'une des plus grandes synagogues d'Europe.

Au recensement soviétique de 1979, le nombre de Juifs vivant en Azerbaïdjan était de 35 500 personnes, et en 1989, de 30 800. Il convient d'ajouter que, dans ce recensement, le peuple Tate-juif a été étiqueté séparément comme « Juifs caucasiens » (Juifs ashkénazes et montagnards confondus). Selon le dernier recensement de 2019, il y a actuellement 27 700 de Tates juifs en Azerbaïdjan. Toutefois, je dois souligner que lors du dernier recensement, seuls les Ashkénazes et certains Juifs des montagnes ont été comptés comme Juifs, et que leur nombre était très faible, 5 100 personnes. Le fait de mélanger tous les Juifs avec des Tates, de compter les Juifs de montagne séparément des autres, et parfois de mélanger des Tates avec des Ashkénazes a fait que le recensement n'a jamais atteint un chiffre précis. Aujourd'hui encore, le pourcentage exact de Juifs ashkénazes et de Juifs montagnards dans ce nombre total est difficile à déterminer.

Selon un rapport réalisé en 2021 par le *Bureau of Democracy, Human Rights, and Labor*, « *the country's Jewish community was estimated to be between 20,000 and 30,000 individuals. There were no reports of anti-Semitic acts* ».



Synagogue ashkénaze de Bakou

Qu'est-ce que l'Axe de la Résistance ?

- L'Axe de la Résistance (*mehvar-e moqâvemat / miḥwar al-muqāwamah*) est une alliance informelle mais influente au Moyen-Orient, dirigée par l'Iran et regroupant divers acteurs étatiques et non étatiques.
- Unis par leur opposition à Israël et à l'influence occidentale dans la région, les membres de cet axe ont joué un rôle déterminant dans les dynamiques géopolitiques et les conflits récents.
- Bien que principalement composé d'acteurs chiites, l'Axe inclut également des groupes sunnites comme le Hamas, démontrant sa capacité à transcender certaines divisions sectaires pour poursuivre des objectifs communs.
- Comprendre le réseau complexe de relations et de motivations derrière cette alliance offre des perspectives essentielles sur l'un des réseaux politiques les plus influents du Moyen-Orient actuel.



Le Guide de la Révolution Ali Khamenei, le chef du Hezbollah Hassan Nasrallah et l'ancien commandant de la Force Al-Qods Qasem Soleimani (mort en 2020) sont les acteurs clés de la mise en place de l'Axe de la Résistance au Moyen-Orient. Cette alliance, dont le chef d'orchestre est la République islamique, vise à étendre l'influence de l'Iran dans la région et à défier les intérêts des États-Unis, d'Israël et de leurs alliés.



Iran



Syrie

- L'Iran est la pierre angulaire de l'Axe de la Résistance, exploitant ses ressources et son influence pour façonner les dynamiques régionales.
 - Fournit un soutien financier, militaire et politique substantiel à son réseau diversifié d'alliés et de mandataires à travers le Moyen-Orient.
 - Ses objectifs stratégiques incluent la projection de puissance au-delà de ses frontières, la dissuasion des menaces perçues des États-Unis et d'Israël, et la reconfiguration de la géopolitique moyen-orientale en sa faveur.
 - Le Corps des Gardiens de la révolution islamique, en particulier sa force d'élite Qods (*Nirou-ye Qods*), joue un rôle crucial dans le recrutement, la formation et l'armement des membres de l'Axe.
 - Bien que le niveau de contrôle de l'Iran sur chaque groupe varie, il s'assure que leurs objectifs s'alignent largement sur les intérêts et les ambitions régionales iraniennes.
 - L'Iran utilise l'Axe de la Résistance comme un outil asymétrique pour compenser ses limitations militaires conventionnelles.
 - Via ses alliés, l'Iran peut frapper ses adversaires, dissuader les attaques et façonner les dynamiques régionales tout en maintenant une possibilité de déni plausible. Cette stratégie permet à l'Iran de projeter sa puissance et de poursuivre ses intérêts avec une empreinte militaire directe relativement limitée.
- La Syrie joue un rôle crucial dans l'Axe de la Résistance en raison de sa position stratégique et de son alliance de longue date avec l'Iran.
 - Elle fournit un pont terrestre vital permettant à l'Iran d'acheminer son soutien au Hezbollah au Liban, renforçant ainsi les capacités du groupe.
 - Depuis le début de la guerre civile syrienne, le gouvernement Assad a autorisé les forces iraniennes à se déployer largement sur son territoire.
 - Le régime syrien est devenu fortement dépendant de l'Iran pour son soutien militaire, économique et politique afin de se maintenir au pouvoir.
 - Occasionnellement, les intérêts de la Syrie divergent de la stratégie plus large de l'Iran, comme en témoigne son soutien limité au Hamas comparé à l'appui plus robuste de l'Iran.
 - Malgré ces divergences occasionnelles, la Syrie reste essentielle à l'influence régionale de l'Iran et à ses capacités de projection de puissance contre Israël et les intérêts américains dans la région.



Hezbollah

Liban

- Le Hezbollah s'impose comme l'acteur non-étatique clé au sein de l'Axe de la Résistance.
- Groupe militant chiite libanais puissant et parti politique, fondé dans les années 1980 avec un soutien et une guidance substantiels de l'Iran.
- Dispose de dizaines de milliers de combattants bien entraînés et d'un arsenal de plus de 130 000 roquettes capables de frapper en profondeur le territoire israélien.
- Fonctionne comme un allié crucial pour la projection de la puissance iranienne et la confrontation directe avec Israël.
- A mené plusieurs guerres contre Israël et joué un rôle significatif dans le soutien au gouvernement syrien pendant sa guerre civile.
- Sert de formateur pour d'autres membres de l'Axe, comme les Houthis au Yémen, diffusant ainsi les tactiques et l'expertise iraniennes.
- Tout en partageant le cadre idéologique de l'Iran, le Hezbollah maintient un certain degré d'autonomie dans la politique intérieure libanaise.
- Ses importantes capacités militaires et son fort poids politique au Liban sont vitaux pour la stratégie régionale de l'Iran.



Ansar Allah (Houthis)

Yémen

- Les Houthis sont un mouvement islamiste chiite (zaydite) originaire du nord du Yémen, émergeant comme une force significative dans les années 1990.
- Se sont révoltés contre le gouvernement yéménite au début des années 2010 et ont réussi à prendre le contrôle de Sanaa, la capitale, en 2014.
- Ont adopté le slogan provocateur :
- « Dieu est grand, mort aux États-Unis, mort à Israël, malédiction sur les Juifs et victoire pour l'Islam », reflétant leurs positions idéologiques.
- Depuis le début de la guerre Israël-Hamas ils ont intensifié leur rôle dans les conflits régionaux en lançant des attaques contre des navires commerciaux en mer Rouge, ciblant initialement les navires liés à Israël avant de s'étendre aux navires américains et britanniques.
- Ces attaques maritimes ont provoqué une intervention militaire des puissances occidentales, compliquant davantage le paysage géopolitique de la région.
- Les capacités croissantes des Houthis et leur volonté de s'engager dans des conflits régionaux plus larges marquent leur importance grandissante au sein de l'Axe de la Résistance.



Hamas et Jihad islamique *Palestine*

- Le Hamas et le Jihad islamique palestinien sont deux acteurs non-étatiques clés au sein de l'Axe de la Résistance.
- Ce sont des groupes militants islamistes sunnites qui cherchent la destruction d'Israël et l'établissement d'un État palestinien indépendant.
- Ils ont mené de nombreuses attaques contre des civils et des cibles militaires israéliens, y compris des attentats-suicides et des tirs de roquettes depuis Gaza.
- L'Iran a fourni un soutien financier et militaire aux deux groupes, bien que leurs relations aient fluctué au fil du temps.

Hamas

- L'organisation la plus grande et la plus influente, contrôlant Gaza depuis 2007.
- Fournit des services sociaux et participe aux élections palestiniennes.
- Cherche à équilibrer ses relations avec l'Iran et d'autres acteurs régionaux comme l'Égypte et les monarchies du Golfe.
- Joue un rôle important dans la résistance contre Israël et coordonne ses actions avec d'autres membres de l'Axe de la Résistance.

Jihad islamique

- Un groupe plus petit et plus militant, sans responsabilités gouvernementales.
 - Rejette la participation aux élections, se concentrant uniquement sur la lutte armée contre Israël.
 - Plus étroitement aligné sur l'Iran que le Hamas.
-
- En tant que membres de l'Axe de la Résistance, ils bénéficient du soutien iranien tout en conservant une certaine autonomie dans leur prise de décision et leurs alliances régionales.
 - Leurs activités ont un impact significatif sur la stabilité régionale et les dynamiques du conflit israélo-palestinien.



Résistance islamique en Irak

- Terme générique utilisé par un réseau de groupes d'insurgés islamistes chiites soutenus par l'Irak lorsqu'ils mènent des attaques contre les forces américaines, israéliennes et alliées dans la région.
- Les principales milices opérant sous la bannière de la Résistance islamique comprennent le *Kata'ib Hezbollah*, le *Harakat Hezbollah al-Nujaba*, *Asa'ib Ahl al-Haq* et le *Kata'ib Sayyid al-Shuhada*. Nombre d'entre eux font partie des Forces de mobilisation populaire (*Hachd al-Chaabî*).
- La Résistance a commencé à lancer des attaques contre les bases américaines en Irak, en Jordanie et en Syrie en octobre 2023, au début de la guerre entre Israël et le Hamas. Elle a revendiqué des dizaines d'attaques de tirs de roquettes, de drones et de missiles.
- L'objectif déclaré de la Résistance islamique est de forcer les forces américaines à se retirer d'Irak et de Syrie.



Les Talibans ? *Afghanistan*

- Peut-on dire en juin 2024 que les Talibans font partie de l'Axe de la Résistance ? La question mérite d'être posée.
- En février 2024, l'envoyé spécial de l'Irak en Afghanistan, Hassan Kazemi Qomi, a déclaré que l'Afghanistan faisait bien partie de l'Axe.
- Les Talibans auraient promis d'envoyer des milliers de combattants au Liban en cas de guerre ouverte entre Israël et le Hezbollah, et même d'envoyer des « escadrons de martyrs » à Gaza.
- Le Hezbollah d'Afghanistan avait annoncé qu'il ne s'opposerait pas aux Talibans après la prise de Kaboul en 2021, les Talibans ont eux promis de ne pas discriminer les chiites.
- Néanmoins les différences idéologiques restent importants en la République islamique et les Talibans, et ces derniers ont toujours privilégié l'action en Afghanistan plutôt qu'à l'étranger.

Objectifs de l'Axe de la Résistance

- Diminuer l'influence américaine au Moyen-Orient
 - Saper les alliances américaines dans la région
 - Contester la présence militaire américaine
- Confronter Israël et soutenir la résistance palestinienne
 - Renforcer les capacités militaires anti-israéliennes
 - Promouvoir la cause palestinienne sur la scène internationale
- Projeter la puissance iranienne et dissuader les menaces
 - Développer des capacités militaires asymétriques
 - Établir une profondeur stratégique au-delà des frontières iraniennes
- Remodeler l'ordre régional en faveur d'une position anti-occidentale
 - Promouvoir un système économique alternatif
 - Renforcer l'influence chiite dans les pays clés

Stratégies régionales

- **Levant** : Préserver le gouvernement syrien comme allié ; renforcer le Hezbollah contre Israël ; établir de nouveaux fronts au Liban et en Syrie
- **Irak** : Soutenir les milices chiites pour garantir les intérêts iraniens, défier les forces américaines et influencer la politique irakienne.
- **Yémen** : Appuyer les Houthis pour faire pression sur l'Arabie Saoudite et les autres monarchies du Golfe et projeter la puissance en mer Rouge.
- **Palestine** : Aider le Hamas, le Jihad islamique Palestinien et d'autres factions pour la résistance armée à Gaza et en Cisjordanie.
- **Golfe** : Déstabiliser les régimes alignés sur les États-Unis et exploiter les tensions religieuses.

Challenges et limitations

- Cohésion interne
 - Intérêts et agendas locaux divergents entre les groupes membres
 - Différences idéologiques entre les factions sunnites et chiites
- Contraintes économiques
 - Coûts du soutien aux alliés et du maintien des opérations militaires
 - Impact des sanctions internationales contre l'Iran et les États alliés
- Pressions internes
 - Défis politiques internes en Iran et dans les États alliés
 - Mécontentement populaire dû aux difficultés économiques et à la lassitude des conflits
- Risques stratégiques
 - Risque d'escalade non intentionnelle avec les États-Unis ou Israël
 - Possibilité de mauvais calculs menant à un conflit régional majeur
- Isolement diplomatique
 - Soutien international limité au-delà de l'alliance immédiate
 - Difficultés à contrer les efforts diplomatiques occidentaux et des États du Golfe
- Écarts technologiques
 - Difficulté à égaler les capacités militaires occidentales avancées
 - Faible efficacité face aux systèmes de défense de pointe, comme l'*Iron Dome*

La Turquie et Israël : entretien avec Samim Akgönül

Samim Akgönül est professeur des universités, directeur du département d'études turques de l'université de Strasbourg.

Entretien mené par Onur Bülbül.

Comment la coopération économique turco-israélienne influence-t-elle les relations politiques entre les deux pays ?

Depuis l'élection de Truman à la présidence des États-Unis en 1946, le « camp libéral », pour ainsi dire, a entamé une phase stratégique connue en France sous le nom de « Cordon sanitaire » et aux États-Unis sous celui de « containment strategy ». Cette stratégie avait pour objectif d'encercler le monde communiste, notamment par le sud.

Elle a d'abord été mise en œuvre avec la création d'Israël en 1948, puis avec la fondation de l'OTAN en 1949, et enfin avec l'adhésion de la Turquie et de la Grèce à l'OTAN. Ainsi, dès les années 1950, la Turquie et Israël sont devenues des alliées majeures dans la région, tant sur le plan militaire qu'économique.

Cette alliance a été scellée en 1958 par un accord de coopération entre Israël et la Turquie. Bien que les relations aient connu une période de gel après 1967, la fin de la guerre froide a accéléré les liens économiques entre les deux pays, notamment après les accords d'Oslo de 1991.

Cependant, la donne a changé à partir de la fin des années 1990 avec la montée de l'islam politique en Turquie, structurellement antisémite. Il est pertinent de rappeler la pièce de théâtre jouée par Recep Tayyip Erdogan lorsqu'il était jeune militant de Milli Görüs, intitulée « Mas-Kom-Yah », un texte maladroit et enfantin dénonçant le complot judéo-maçonnique et communiste.

Les tensions entre les deux pays ont atteint leur point culminant en 2010, soit huit ans après l'arrivée au pouvoir de l'AKP. En mai 2010, des soldats israéliens ont pris d'assaut le *Mavi Marmara*, navire amiral d'une flotte affrétée par une association turque suspectée de djihadisme, entraînant la mort de dix passagers. Ce raid a suscité une indignation internationale et a sérieusement détérioré les relations entre Israël et la Turquie, qui a exigé des excuses ainsi que la levée du blocus de Gaza.

L'affaire du *Mavi Marmara* dégrada sérieusement les relations entre Israël et la Turquie.



Il est intéressant de noter un changement d'approche en Turquie à partir de 2013. À cette date, non seulement des excuses ont été obtenues (mais pas la levée du blocus de Gaza), mais l'AKP est également sorti vainqueur du bras de fer avec la rue à la suite du mouvement de Gezi.

À partir de cette période, les hommes d'affaires ayant soutenu l'AKP pendant une décennie ont commencé à réclamer leur dû, et les relations commerciales ont progressivement atteint des niveaux jamais atteints auparavant.

En 2016, au lendemain du divorce consommé entre l'AKP et les gülenistes, un accord de normalisation des relations a été signé et les relations diplomatiques interrompues depuis le Mavi Marmara ont été rétablies.

Depuis lors, les milieux d'affaires proches du régime ont mis en place un réseau d'importation et d'exportation vers Israël. Dans les années 2020, les exportations d'Israël vers la Turquie étaient principalement composées de produits chimiques, représentant près de 50% du total, suivis par les plastiques (12%) et les carburants (9%), comme le montrent les chiffres de l'Institut israélien des exportations.

En ce qui concerne les exportations en provenance de Turquie, elles étaient plus diversifiées, avec les plus importantes étant les véhicules (18 %) et le fer et l'acier (16 %), suivis par les plastiques (7 %), les machines (6 %) et le ciment (5 %).

Le commerce bilatéral avait atteint 6,2 milliards de dollars en 2018 avant de tomber à 5,5 milliards en 2019, selon les chiffres du Centre du commerce international, ce qui place la Turquie au sixième rang des partenaires commerciaux d'Israël.

Cependant, l'attaque du Hamas, considéré en Turquie comme une organisation légitime, suivie de la riposte sanglante d'Israël, a compliqué la situation.

Bien que les discours des politiciens en Turquie deviennent de plus en plus anti-Israël, reflétant les opinions publiques, le commerce continuait dans des secteurs stratégiques tels que les exportations de fer et d'acier, probablement utilisées dans l'industrie de l'armement.

Cette situation, dénoncée notamment par les journalistes de gauche, a certainement entraîné une perte de confiance des conservateurs en Turquie, et doit être l'une des causes de l'échec aux élections locales d'avril 2024.

Quelques semaines après, le ministre des Affaires étrangères et le Président Erdogan ont officiellement annoncé la fin de ces relations commerciales, reconnaissant ainsi leur existence, alors que plusieurs journalistes avaient été poursuivis pour avoir révélé ces mêmes relations niées par les autorités.

Quel rôle jouent les Juifs de Turquie dans le renforcement des liens entre la Turquie et Israël ?

Un rôle mineur, il faut l'admettre. Avant tout, la petite minorité juive de Turquie (environ 30 000 personnes) est principalement composée de descendants de Séfarades ayant fui l'Inquisition espagnole au 15e siècle.

Certes, il y avait des communautés juives dans l'Empire byzantin, installées là pendant l'Empire romain, mais leur nombre s'était considérablement réduit à cause des politiques oppressives de Byzance.

Après la prise de Constantinople, Mehmet II a accepté les juifs chassés d'Espagne, refoulés par la plupart des royaumes européens. Ils se sont installés dans plusieurs coins de l'Empire.

Des villes comme Thessalonique, Andrinople, Smyrne et Constantinople ont abrité des quartiers juifs où le judéo-espagnol fut pratiqué activement.

Lors de la construction nationale, plusieurs figures juives ont pris fait et cause pour le nationalisme turc, dépourvu de son caractère religieux, tel Moiz Kohen (1883-1961) qui prit le nom de Tekin Alp.

Par ailleurs, des juifs convertis à l'islam au 17e siècle, les *dönme*, ont également joué un rôle important dans la formation de l'État et sa laïcisation.

Ceux qui n'ont ni migré en Israël ni vers l'Occident dans la deuxième moitié du 20e siècle forment aujourd'hui une minorité dynamique, notamment à Istanbul mais aussi à Izmir, et ce, malgré l'antisémitisme latent dans la société.

Le journal turc *Şalom*, qui propose deux feuillets en judéo-espagnol, a pignon sur rue bien qu'il ne soit pas aussi engagé qu'Agos, le journal de la minorité arménienne. Bien que les Juifs de Thrace aient été forcés en 1934 de partir vers Istanbul, la synagogue d'Edirne vient d'être restaurée par le régime de l'AKP, dans une démarche de *zimmitude*, protection des gens du Livre.

Les Juifs de Turquie ayant migré en Israël après étaient principalement installés dans le quartier de Bat Yam, au sud de Tel Aviv, mais eux aussi jouent un rôle marginal, dans la mesure où les Sépharades ont depuis longtemps perdu le leadership culturel et politique d'Israël au profit des natifs d'Israël, à l'instar de Benjamin Netanyahu (né à Tel Aviv en 1949) ou des États-Unis, ou encore de la Russie.

Le journal *Şalom* adopte une ligne très prudente dans son soutien à Israël, à la fois par crainte d'être la cible d'attaques antisémites, mais aussi parce que la ligne du journal est plus libérale que le régime actuel en Israël.



Décret de l'Alhambra du 31 mars 1492.

Les juifs qui refusent de se convertir au christianisme sont exclus d'Espagne. Beaucoup d'entre eux se réfugient dans l'Empire ottoman et y apportent leur langue, le ladino (judéo-espagnol).

Les relations militaires complexes entre la France et Israël

Une ère de coopération étroite (1948-1967)

1949

Début des relations diplomatiques officielles entre la France et Israël.

Années 1950

La France devient le principal fournisseur d'armes d'Israël, jouant un rôle crucial dans la consolidation militaire du jeune État.

1956

Coopération militaire lors de la crise du canal de Suez, où la France, Israël et le Royaume-Uni mènent une opération conjointe contre l'Égypte.

1957

Accord franco-israélien sur la construction d'un réacteur nucléaire en Israël, marquant une coopération dans le domaine sensible du nucléaire.

Coopération nucléaire (années 1950-1960)

La coopération nucléaire franco-israélienne, initiée par un accord secret en 1956, aboutit à la construction du réacteur de Dimona. Malgré l'arrêt officiel en 1960 sous pression américaine, l'aide française se poursuit discrètement jusqu'en 1966. Cette collaboration fut cruciale pour le programme nucléaire militaire israélien, illustrant l'étroitesse des relations avant le refroidissement amorcé en 1967.



Une complexification des rapports (1967-présent)

1967

Embargo français sur les armes avant la Guerre des Six Jours, début du refroidissement.

1969

Renforcement de l'embargo et affaire des « vedettes de Cherbourg », illustrant les tensions croissantes.

1970-2000

Période de distanciation, Israël se tourne davantage vers les États-Unis pour son approvisionnement en armes.

2000 -présent

Relations complexes et limitées. Maintien d'un dialogue stratégique mais coopération militaire réduite. Controverses et débats sur la nature et l'étendue de la coopération militaire.

L'affaire des vedettes de Cherbourg (1969)

À la suite de l'embargo français sur les armes vers Israël en 1967, cinq vedettes lance-missiles commandées par Israël étaient bloquées à Cherbourg. Dans la nuit du 24 au 25 décembre 1969, Israël organisa leur fuite secrète, sous couvert d'une vente fictive à une société norvégienne. Les navires arrivèrent en Israël le 31 décembre, provoquant un scandale diplomatique en France et marquant un tournant dans les relations militaires franco-israéliennes.



IDF Spokesperson's Unit

Après le 07 octobre 2023, quelles perspectives européennes ?

Briac Louit

« La solution ne peut pas être trouvée par les seules parties au conflit et doit être imposée par la communauté internationale ».

En s'exprimant par ces mots à l'occasion du Sommet du Grand Continent, le haut représentant de l'UE pour les affaires étrangères Josep Borrell a appelé la communauté internationale et l'Europe à agir pour la résolution du conflit israélo-palestinien. La volonté européenne de peser politiquement dans la résolution du conflit israélo-palestinien a régulièrement été entravée par l'hétérogénéité des positions des États membres.

La guerre déclenchée suite aux attaques du 7 octobre 2023 n'a pas fait exception. Si la politique étrangère reste une prérogative des États membres, les différents positionnements des pays européens observés vis-à-vis du conflit israélo-palestinien témoignent d'une interpénétration croissante de la politique intérieure et de la politique extérieure : liens historiques, intérêts économiques et considérations géostratégiques propres à chaque État membre. Les souvenirs de la Shoah et des pogroms résonnent toujours. Pour autant, l'Europe ne saurait se résoudre à la passivité et à l'inertie face à la crise déclenchée par les attaques du 7 octobre 2023.

La centralité retrouvée du conflit israélo-palestinien lui offre la possibilité de se repositionner comme un acteur de premier plan dans la résolution politique de ce conflit, comme elle le fut par le passé.

La genèse de l'implication européenne dans le conflit israélo-palestinien

Les pays du Vieux Continent ont historiquement tenté de s'impliquer dans la résolution du conflit israélo-palestinien. Les pays européens ont tous reconnu l'État d'Israël qu'ils ont contribué à créer dès la déclaration Balfour de 1917 et qu'ils ont parachevé en 1947 via l'ONU.

L'UE a parallèlement été l'une des premières à nouer dès 1975 des relations avec l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) de Yasser Arafat. Ses liens tissés depuis de longues années avec les belligérants du conflit devraient aujourd'hui lui permettre de revendiquer sa capacité à « parler à tout le monde ».

Le dialogue euro-arabe lancé en 1974 par le président français Valéry Giscard d'Estaing instaurait des discussions régulières favorisant les coopérations entre les deux parties.



Rencontre au Koweït entre Giscard d'Estaing et le cheikh Jaber al-Ahmad en 1980. Les discussions portent notamment sur la question palestinienne.

La déclaration de Venise du 13 juin 1980 publiée par l'Europe des Neuf réaffirme la position européenne vis-à-vis du conflit, en adéquation avec les valeurs de l'Europe, conformément au droit international et aux résolutions onusiennes. Les Neuf se prononcent « *pour la coexistence de deux peuples dans des frontières sûres, reconnues et garanties* ».

Ils réaffirment leur attachement à l'existence des deux États comme prévu par le plan de partage de 1947 et rejettent l'occupation israélienne des territoires palestiniens occupés (résolution 242).

Si les accords d'Oslo ont été signés à Washington, c'est bien la conférence de Madrid de 1991 qui a impulsé les négociations secrètes tenues à Oslo, en Europe.

Témoignant de son rôle prépondérant, l'UE prend place en 2002 au sein du Quartet (plus haute instance politique sur le conflit israélo-palestinien) aux côtés des USA, de la Russie et de l'ONU. Dans le contexte d'un nouvel élargissement européen, la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) bâtie en 2003 rappelle que le « règlement du conflit israélo-arabe constitue pour l'Europe une priorité stratégique ».



Copyright © 2009 - 2024 The Office of the Quartet. All Rights Reserved

Réunion du Quartet à Moscou, le 19 mars 2010. L'UE est représentée par Catherine Ashton.

Si tant est qu'une ambition commune d'œuvrer à la résolution de ce conflit existe au sein des partenaires européens, la performativité de cette action dépendra des moyens concrètement mis en place.

L'UE, comme le reste du monde occidental a assumé s'être désintéressée depuis les accords d'Oslo du conflit israélo-palestinien, n'en faisant plus une priorité stratégique et usant d'une rhétorique de l'échec fonctionnel vis-à-vis d'un conflit dit « sans solution ».

La mise à l'écart progressive des Européens par les Israéliens et les Palestiniens pose en creux la question de la crédibilité de la voix européenne.

Enjeux de crédibilité pour une voix européenne renouvelée

La place de l'UE au sein d'un futur processus politique semble liée d'une part à sa capacité de réengagement, et d'autre part à redevenir un acteur crédible aux yeux des acteurs régionaux.

Cette crédibilité dépendra des moyens déployés et des décisions prises dans le champ politique. Quelques pistes pourraient permettre de réinstaller les pays européens au cœur de l'équation israélo-palestinienne. Parmi elles, la nécessaire construction d'une ligne politique européenne reposant sur le respect du droit international, les valeurs fondamentales de l'UE et les prises de positions historiques de l'Union (Déclaration de Venise - 1980). Le désalignement vis-à-vis de la position américaine apparaît comme le prérequis d'une capacité d'action élargie pour l'UE.

Elle pourrait en interne relancer le difficile débat de la reconnaissance de l'État de Palestine.

L'Espagne et l'Irlande ont rejoint il y a peu la Suède sur cette question. Les dirigeants belges, luxembourgeois ou slovènes se sont déclarés favorables à voter cette reconnaissance.

La crédibilité retrouvée de la voix européenne passera enfin par des décisions fortes, et des actes performatifs à la hauteur des réprobations déclaratives : interdiction de visas pour les colons de Cisjordanie, interdiction des importations issues des colonies israéliennes en Cisjordanie, embargo sur les ventes d'armes aux belligérants, réévaluation des accords d'associations, vigilance accrue sur les subventions européennes attribuées à l'Autorité palestinienne, lutte contre la corruption ou exigence de transparence démocratique.

Quels rôles pour l'UE après le 7 octobre 2023 et quels atouts pour peser ?

Fort des défis qui sont les siens pour retrouver une place dans les futures tractations politiques, l'UE est amenée à jouer plusieurs rôles à court et moyen terme sur la scène proche-orientale. A court terme, l'UE se concentre sur son soutien humanitaire à la crise en cours fort de son expérience en la matière et de la robustesse de ses mécanismes de solidarité.

Elle pourra également mobiliser son expertise juridique dans la documentation des éventuels crimes de guerre, et crimes contre l'humanité commis depuis les attaques du 07 octobre 2023 (à l'image de son action dans ce domaine en Ukraine). Son volontarisme d'antan et sa politique multilatérale confèrent à l'Europe un rôle d'interlocuteur pour les acteurs du conflit.

Cet interlocuteur peut espérer se muer en médiateur à l'initiative politique s'il parvient à faire preuve de créativité et à gagner en crédibilité. Créativité par exemple en étant à l'initiative d'un Quartet renouvelé (comme le préconise Nicole Gnesotto), qui tiendrait compte des nouveaux rapports de forces internationaux (intégration de la Chine, de l'Inde, d'une puissance africaine, etc.) pour offrir un cadre multilatéral de discussion autour du conflit israélo-palestinien.

L'UE dispose d'une indéniable expérience diplomatique, qu'elle a déjà pu mobiliser par le passé sur le terrain moyen-oriental en étant à l'initiative de l'accord sur le nucléaire iranien en 2015. Les pays européens tirent également leur légitimité à intervenir du fait des nombreux otages binationaux européens morts ou encore retenus par le Hamas à Gaza. Le risque de déstabilisation de son voisinage engage aussi l'Union.

Premier partenaire commercial d'Israël, l'UE détient les moyens de pression nécessaires pour imposer à son partenaire les conditions d'un règlement du conflit. premier bailleur de fonds de l'Autorité palestinienne et deuxième contributeur de l'UNRWA, l'UE détient également les moyens de faire pression sur les dirigeants palestiniens.

Il conviendra pour l'UE de réussir à s'extraire du seul rôle de partenaire économique et humanitaire auquel l'ont assigné depuis longtemps les principaux acteurs du conflit si elle souhaite renouer avec son rôle politique d'antan.

La crise du 7 octobre 2023 engage la communauté internationale à œuvrer pour la résolution du conflit israélo-palestinien. Au sein d'une communauté internationale fragmentée et minée par les divisions, l'Europe est amenée à prendre sa part dans la résolution de ce conflit, conformément à son implication passée, et les valeurs qu'elle défend. Malgré les dissensions internes, les réalités du terrain doivent mener à un réengagement de l'Union au risque de perdre sa crédibilité aux yeux des acteurs et des opinions de la région. L'attitude européenne d'aujourd'hui conditionnera la teneur des relations Europe-Machrek pour les prochaines décennies.

Les pères fondateurs de l'Europe ont bâti l'union économique pour atteindre l'union politique. D'un idéal lointain, les prémices de l'Europe politique sont apparues à l'aune de la crise du covid ou de la guerre en Ukraine. La crise israélo-palestinienne percute cette construction.

La guerre en Ukraine et le conflit israélo-palestinien sont intimement liés ; pour récuser toute accusation de double standard, l'Union se doit de défendre ses valeurs avec autant de vigueur sur tous les terrains. Sans quoi, ses contradictions creuseront chaque jour un fossé de plus en plus important avec le reste du monde. Sans quoi les fondements mêmes du projet européen seront menacés.

L'Europe pourra espérer peser dans le conflit israélo-palestinien à plusieurs conditions : exprimer une volonté politique claire d'agir, faire preuve de courage politique et de créativité, construire une ligne européenne autonome, et mener à son terme les réformes institutionnelles nécessaires au niveau européen (passage de l'unanimité à la majorité qualifiée) pour unifier une position européenne en matière de politique extérieure.

Transformer cette crise en opportunité, telle est l'occasion à saisir pour l'UE d'accélérer sa mue en acteur politique crédible et respecté au Moyen-Orient.

Les aides européennes dans le conflit israélo-palestinien, de la polémique à l'impasse

Lukas Beauviere

Polémiques, incapacité diplomatique et tensions institutionnelles...

La radicalisation du conflit israélo-palestinien depuis le mois d'octobre 2023 permet de constater, une fois de plus, l'impuissance du médiateur européen à dépasser ses propres contradictions.

La violente réapparition du conflit israélo-palestinien dans l'actualité internationale, au lendemain de l'attaque menée par le Hamas le 7 octobre 2023, a contribué à replacer le sujet des aides européennes accordées à la Palestine au centre de l'attention médiatique.

La surprise de l'attaque du Hamas à peine passée, le commissaire hongrois Olivér Várhelyi annonçait sur X la suspension des paiements des fonds européens adressés à la Palestine dans le cadre de l'aide au développement, déclenchant une série de réactions indignées au sein de la Commission, du Parlement européen, ainsi que des États membres.

Au terme de plusieurs heures d'une crise institutionnelle silencieuse, la Commission européenne annonçait finalement le lancement d'un processus de « révision » de ses aides à destination des territoires palestiniens, sans pour autant en décider la suspension.

De courte durée, cette polémique a peut-être eu pour mérite de rappeler à quel point la question du soutien financier se trouve au centre de la perception européenne du conflit, tant par l'ampleur des aides en elles-mêmes que par la définition préalable des objectifs au développement.

Ces derniers mois, caractérisés par une crise humanitaire sans précédent à Gaza, illustrent de manière dramatique à quel point l'allocation des fonds importants n'a pas permis à l'UE de se placer comme médiateur au sein d'un processus de paix originellement fondé sur l'aide comme moyen de construction de la paix.

Surtout, la crise rappelle l'impasse politique grandissante dans laquelle se trouve les bailleurs européens face à une radicalisation du conflit qui s'avère inéluctable.

Un principe de l'aide au développement ancien et politisé

Du fait de l'ampleur des aides internationales et de leur rôle central dans le processus de paix, le conflit israélo-palestinien a pu être décrit comme l'exemple majeur du *peace-building through aid* depuis la fin de la Guerre Froide.

Fondés sur un axiome développement – maintien de la paix, les accords d’Oslo prônaient originellement l’idée selon laquelle le développement socio-économique de la Palestine devait constituer le moyen le plus efficace pour renforcer l’assise populaire du processus de paix, et affaiblir les organisations extrémistes s’y opposant.

Les moyens économiques et budgétaires de l’Union ont ainsi permis à cette dernière de s’imposer comme le premier bailleur de la cause palestinienne dès le début des années 2000, l’humanitaire constituant un volet d’action pour se faire une place dans le jeu politique par les États-Unis.

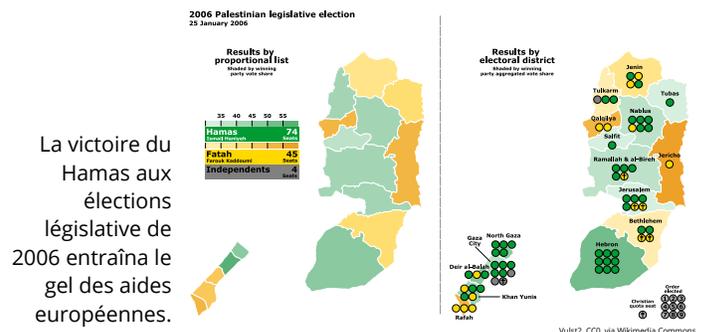
En apportant d’abord une aide d’urgence aux populations, les fonds d’aides étaient aussi supposés accompagner l’émergence d’un État palestinien par la réforme du secteur public et le soutien au développement d’une économie nationale palestinienne. Ce dernier objectif est si clair dans les textes et communications officielles que l’on en est venu à évoquer une politisation originelle des aides au développement. Or, si la pratique a rapidement montré la difficulté à mettre en place le premier objectif, elle témoigne de l’infaisabilité du second, tant le déficit budgétaire de l’AP a amené les bailleurs à se concentrer sur les besoins courants, sans assurer l’application de mesures de long terme.

La stratégie d’aide s’est d’autre part heurtée à l’affirmation politique du Hamas. En janvier 2006, les élections législatives amènent le Hamas à rejoindre un gouvernement aux côtés du Fatah : l’UE, prise par surprise par l’issue des élections, décide du gel des aides accordées à la Palestine.

Cette décision d’urgence ne fait que préfigurer les difficultés européennes à se positionner face à l’évolution du conflit, l’UE ne parvenant pas à appliquer des mesures politiques concrètes pour contrer l’ascension du Hamas de manière constructive. La coupure des aides résulte en effet aussitôt en l’apparition de tensions sociales et humanitaires catastrophiques.

Surtout, cette stratégie renforce les tensions intra palestiniennes en confortant le Hamas dans sa posture de résistance face aux occidentaux, tandis que le Fatah échoue à faire passer un referendum visant à condamner la victoire de l’organisation islamiste.

En réponse à l’ampleur du désastre humanitaire suscité par la coupure des aides, l’UE a ainsi mis en place un mécanisme humanitaire de compromis, le *Temporary International Mechanism* (TIM, Mécanisme international temporaire), permettant l’apport d’un soutien aux populations de Gaza en contournant les autorités locales. En parallèle, en Cisjordanie, un mécanisme financier nouveau, PEGASE, vise à appuyer le « plan de réforme et de développement » du gouvernement de Salam Fayyad, mais sans résoudre les problèmes structurels de la dépendance de l’AP aux aides européennes.



Une impasse politique renouvelée en 2023-2024

En dépit de ce compromis cherchant à établir un équilibre diplomatique, le contexte récent n'a cessé de renvoyer l'UE à l'affaiblissement progressive de l'AP et l'inefficacité de ces dispositifs dans le cadre de la radicalisation du conflit.

Il est paradoxal de constater que la coupure des aides promise par le commissaire Várhelyi se serait paradoxalement traduite par un coup de grâce pour l'AP, seule alternative politique sur laquelle l'UE continue encore de miser face au Hamas. Dans le même temps, les manifestation pro-Hamas ayant eu lieu en Cisjordanie au lendemain du 7 octobre confirment bien l'enfermement de l'AP sur la scène palestinienne. Bénéficiant de peu de marge de manœuvre, l'UE n'a pu que renforcer sa posture de dénonciation du « djihadiste palestinien », seul point sur lequel un consensus fut rendu possible au sein des 27.

Le Conseil d'abord inscrit les chefs militaires à sa liste des personnes terroristes en janvier. Un nouveau système de sanctions a été mise en place. En parallèle, le haut représentant Borell n'a pas cessé de rappeler l'importance d'un règlement politique au conflit. Sans surprise, la solution à dix points qu'il a présenté en début d'année appelait à construire une alternative politique viable au Hamas, mais sans être suivie de mesures concrètes pour renforcer l'AP.

En parallèle, alors que les fonds européens contribuent à réduire le cout de l'offensive israélienne dans les territoires sous pression humanitaire, l'UE renâcle à user de ses aides pour négocier avec l'État d'Israël les conditions de son action militaire dans les territoires palestinien. La destruction par l'armée israélienne de locaux de l'agence de développement belge, en janvier dernier, n'est qu'une illustration des actions commises à l'encontre d'infrastructures financées par l'UE. L'absence de véritables sanctions a permis aux parties prenantes de comprendre le peu de répercussions économiques et politiques dont est capable l'UE dans la crise actuelle. La dernière preuve de cette diplomatie déclarative est peut-être l'ultimatum prononcé face au siège de Rafah, qui menace, sans énoncer de mesures claires, la relation de l'UE avec l'État d'Israël.

« Les bailleurs », pouvait-ton déjà lire en 2006, « ne peuvent plus aujourd'hui se contenter de maintenir la perfusion financière sans obtenir d'avancées quant au règlement politique du conflit ». Ce constat ancien montre bien la bataille des bailleurs, qui doivent faire face à un État israélien rétif aux tentatives de médiations et à la montée en force d'un mouvement islamiste prêt à tout pour renforcer son influence. Alors que l'UE usé à plusieurs reprises de sa puissance normative et économique comme d'un moteur de paix et de développement, le cas palestinien ne connaît pas les mêmes circonstances politiques. Jusqu'à ce que le miracle d'un élan collectif se produise, les européens semblent donc bien voués à payer le prix de leur impuissance.

La République française et l'Église catholique à Jérusalem

La relation entre la France et l'Église catholique à Jérusalem présente un paradoxe fascinant dans l'histoire diplomatique et religieuse.

Alors que la France se définit comme un État laïc depuis la loi de 1905, elle maintient un singulier rôle de protectrice des communautés chrétiennes en Terre Sainte, héritage des efforts des rois de France qui se voulaient les protecteurs des catholiques de l'Empire ottoman ; et aussi du Saint-Sépulcre, l'un des lieux les plus importants pour les chrétiens de toutes confessions. Cette situation unique illustre la complexité de la politique étrangère française, où les principes de laïcité de la France métropolitaine coexistent avec une tradition séculaire de protection des intérêts français et catholiques à Jérusalem. Ce paradoxe apparent s'explique par la volonté de la France de préserver son influence culturelle et diplomatique dans la région, tout en honorant ses engagements historiques.

Sainte-Anne, à l'occasion de la fête nationale en 2023.



Le XIXe siècle a marqué un tournant dans l'implication française en Terre Sainte. En 1856, à la suite de la guerre de Crimée, le sultan ottoman Abdülmecid Ier offre l'église Sainte-Anne à Napoléon III en remerciement de l'intervention française. La France a également joué un rôle important dans la recréation du Patriarcat latin de Jérusalem. Cette période voit l'acquisition d'autres propriétés par la France à Jérusalem, qui formeront le Domaine national français en Terre sainte.

Domaine national français en Terre Sainte

- **L'église Sainte-Anne** : Située dans la vieille ville, à proximité du *Haram al-Sharif*, elle date du 12e siècle et est considérée comme le lieu de naissance de la Vierge Marie. Les Pères blancs en ont la charge.
- **L'église du Pater Noster** : Située sur le mont des Oliviers, elle commémore l'enseignement de la prière du Notre Père par Jésus-Christ. Couvent de carmélites.
- **Le Tombeau des Rois** : Un site archéologique important, probablement le tombeau d'Hélène d'Adiabène.
- **Le monastère d'Abou Gosh** : Une ancienne commanderie hospitalière du XIIe siècle, située à l'ouest de Jérusalem. Abrite aujourd'hui une communauté bénédictine.



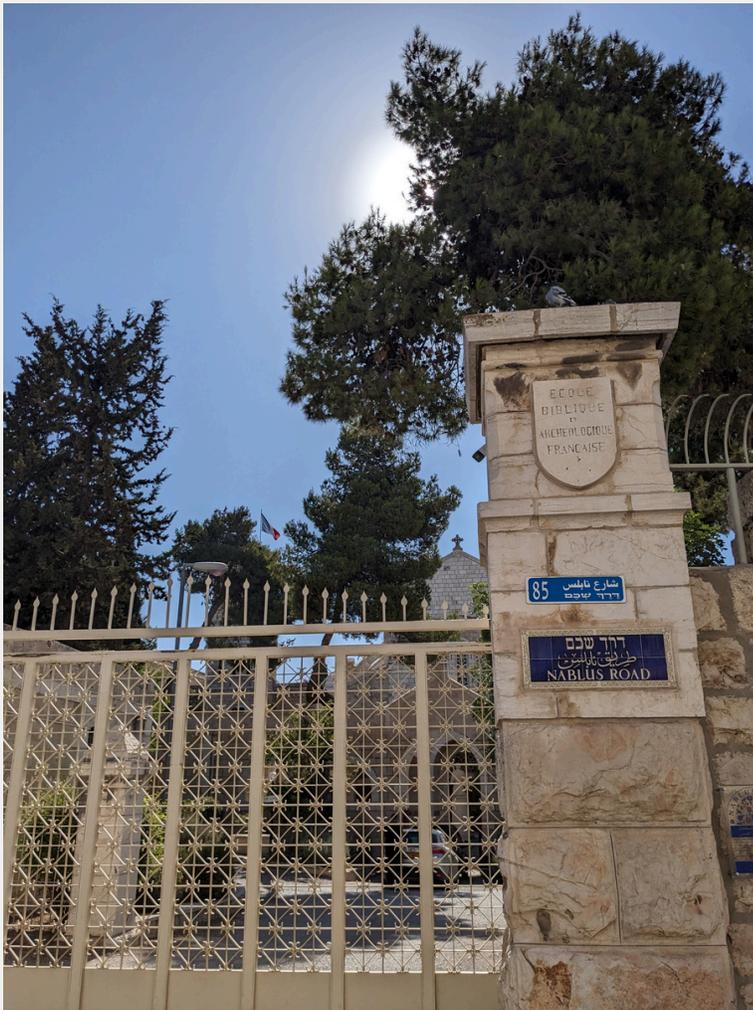
Certains groupes *haredim* considèrent le Tombeau des Rois comme un lieu saint juif et revendiquent un accès libre pour y prier.

Le Consulat général de France à Jérusalem, établi de façon permanente au milieu du XIXe siècle, joue un rôle crucial dans la protection des communautés chrétiennes.

Le consul général, qui ne sollicite pas d'exequatur auprès d'Israël, maintient une position unique, reflétant la position française sur le statut de Jérusalem. Les messes consulaires au Saint-Sépulcre, une tradition remontant à 1926, symbolisent le lien entre la France et les communautés chrétiennes de Jérusalem.



Entrée du consul général de France Nicolas Kassianides au Saint-Sépulcre en janvier 2024. Il est entouré du président du Saint-Sépulcre (franciscain) et de représentants des autres communautés chrétiennes, notamment des Églises grecque et arménienne.



L'École biblique et archéologique française de Jérusalem (EBAF) est une institution de renommée mondiale dans le domaine des études bibliques et de l'archéologie du Proche-Orient ancien. Fondée en 1890 par le père dominicain Marie-Joseph Lagrange, l'EBAF est située stratégiquement près de la Porte de Damas à Jérusalem, sur le site d'une ancienne basilique byzantine du Ve siècle. Elle se trouve au sein du couvent dominicain de Saint-Étienne. L'EBAF bénéficie de la protection consulaire française, ce qui facilite les activités de recherche de l'École dans un environnement géopolitique complexe. Elle est notamment connue pour la publication de la Revue biblique, la Bible de Jérusalem ou encore le projet de la Bible en ses Traditions. Accueillant des chercheurs venus du monde entier, cette institution contribue au rayonnement culturel et scientifique de la France dans la région, tout en maintenant son indépendance académique et en poursuivant sa mission scientifique et culturelle.



CEGESMO

**Centre d'études géopolitiques
sur le Moyen-Orient**

@cegesmo - Strasbourg - cegesmo.org